

TCHAD : les troupes françaises partent mais l'impérialisme reste

P. 4 et 5

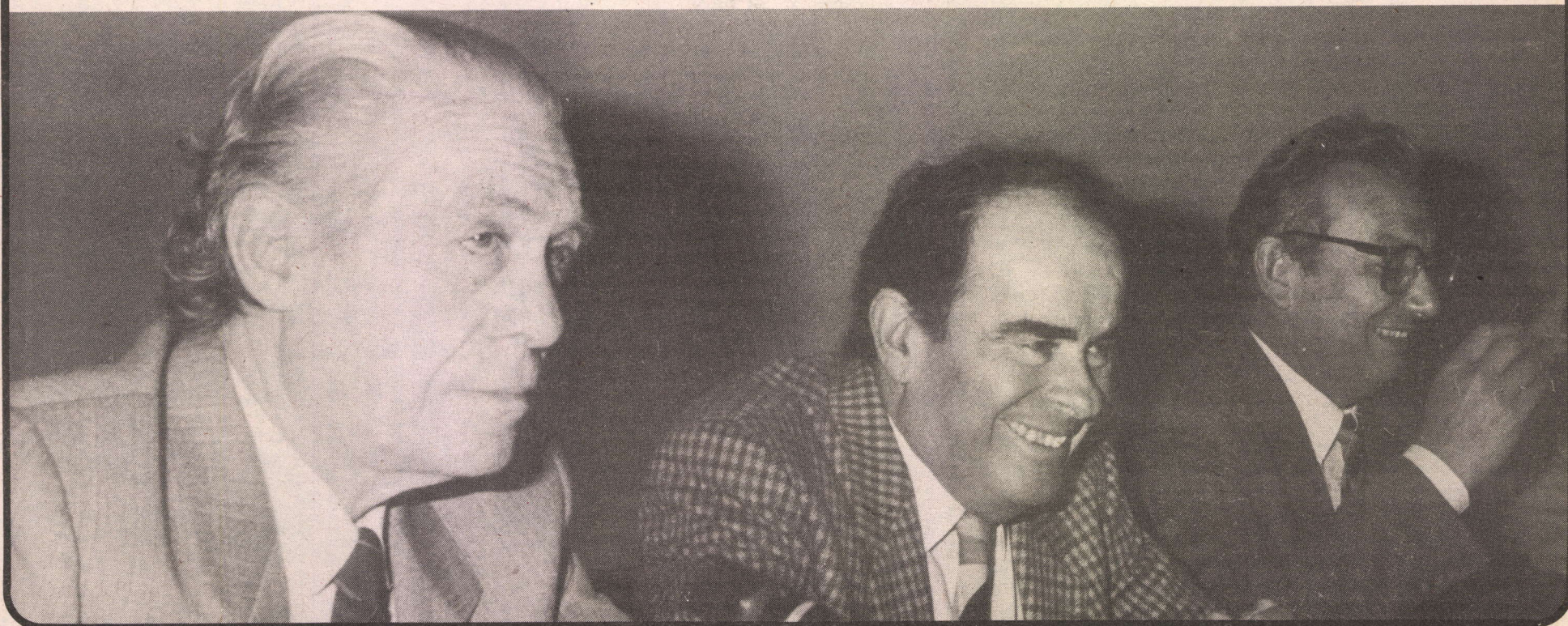
lutte ouvrière

**Les travailleurs
de
Creusot-Loire
veulent
se faire
entendre**

P. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 851 - 22 septembre 1984 - prix : 6 F

Le Parti Communiste orphelin de l'Union de la Gauche



**La population noire
d'Afrique du Sud en
lutte contre le pouvoir
raciste.**

P. 10 et 11



sommaire

Dans le monde

Pages 4 et 5 :

— Tchad : les troupes françaises partent mais l'impérialisme reste.

Page 8 :

— Le Maroc au lendemain des élections : le peuple n'a d'autre perspective qu'un accroissement de la misère.

Page 9 :

— Grande-Bretagne : les syndicats décident la reprise pour les dockers et l'isolement pour les mineurs.

— USA : 62 000 ouvriers en grève à General Motors.

Pages 10 et 11 :

— Afrique du Sud : à la violence raciste, la population noire répond par la violence des opprimés.

— Succès de la grève des mineurs noirs.

Page 12 :

— Les banquiers contre les peuples.

— Mexique : un accord « exemplaire ».

En France

Page 7 :

— Cocorico Airbus !

— Le projet de Fabius-Delebarre pour l'emploi des jeunes : drôle de travail !

Page 13 :

— SIN hôpital Beaujon ; Brandt-Armement ; CCP.

Page 14 :

— Noisy-le-Grand : coup de force de la municipalité RPR contre un centre de santé.

— Chantiers Navals La Ciotat ; AFO Saint-Nazaire.

Page 15 :

— Hispano-Suiza ; Peugeot Sochaux ; Rhône-Poulenc Pont-de-Claix ; Alsthom Belfort.

Page 16 :

— Bernard-Moteurs Rueil ; Snecma Gennevilliers ; Carbone-Lorraine Gennevilliers ; Strafor Strasbourg ; CNAV Paris 19^e.

Culture

Page 17 :

— Livres : Cacao d'Amado ; Confessions d'un enfant de La Chapelle de Simonin ; La belle âge de L. Rocheman ; Une rumeur d'éléphant d'A. Gerber.

Pages 18 et 19 :

— Théâtre : Messieurs les ronds-de-cuir ; Il pleut sur le bitume.

— Films : Au-dessous du volcan ; Besoin d'amour ; Les nuits de la pleine lune.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'Afrique terrain de loisirs sportifs pour Européens aisés



On connaissait déjà la course rallye auto-moto Paris-Dakar qui permet tous les ans à un certain nombre de participants de vérifier que l'Afrique est toujours aussi pauvre. Il y a maintenant la course motonautique sur le Niger. Sur 2 000 km en passant de Niamey à Bamako, les pilotes de hors-bord pourront eux aussi vérifier, mais d'Est en Ouest cette fois, le dénuement de l'Afrique occidentale pillée par des siècles d'exploitation esclavagiste puis coloniale.

Bien sûr, l'organisation de telles courses avec tout le support logistique que cela suppose ne pose actuellement techniquement aucun problème, pas plus d'ailleurs que les expéditions néo-coloniales du type Manta ou Kolwesi. Par contre, expédier les surplus alimentaires qui pourrissent faute de clients semble un problème insurmontable !

Grosses galettes

Le magazine américain *Forbes* vient de publier la liste des plus grosses fortunes des USA (douze milliardaires, en dollars). Et les deux heureux qui viennent en tête de ce hit-parade, Gordon Peter Getty, l'héritier du magnat du pétrole et Sam Walton, propriétaire, entre autres, de chaînes de magasins « Wal-mart », « pèsent » à eux seuls, à raison de 9,50 F le dollar, quelque 61 milliards de nos francs.

Même tout bêtement placés aux taux des caisses d'épargne françaises (6,5 % à l'heure actuelle), les 4 milliards de francs que cela rapporterait permettraient d'assurer la paie, charges sociales comprises, à 30 000 salariés touchant 7 000 F par mois, pendant un an !

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

BORDEAUX

Samedi 22 et dimanche 23 septembre, à La Garenne de la Blancherie à Cenon.

— Samedi 22, à partir de 19 heures : méchoui et soirée jazz avec le Cool Jazz Big Band suivi d'un bal.

— Dimanche de 12 heures à 20 heures, du flamenco avec Carmen, du rock avec Maldonne et un bal-guinguette.

— Une exposition sur « L'homme et l'univers », un forum du livre et le film La question.

LIMOGES

Dimanche 23 septembre, de 10 heures à 22 heures, au Parc du Moulin Pinard.

TOULOUSE

Samedi 29 septembre de 18 heures à l'aube, et dimanche 30 septembre jusqu'à 20 heures, au Parc de la Mounède (Route de Saint-Simon).

Mieux que le péage : l'octroi

Les Suisses auront leur vignette automobile eux aussi. Elle doit entrer en vigueur au début de l'année prochaine. Ce nouvel impôt rapportera à l'Etat helvétique 390 millions de francs suisses, c'est-à-dire près d'un milliard et demi de francs français.

Tous les véhicules seront astreints à le payer, véhicules de tourisme comme poids lourds, mais aussi bien les étrangers que les Suisses. Comme la Suisse est un carrefour de communications, le gouvernement a donc décidé de faire payer cet octroi à quiconque y emprunterait un quelconque axe routier et il estime même que, étant donné l'importance du trafic routier, les véhicules étrangers rapporteront près de 70 % du montant total de la recette, soit 270 millions de francs suisses.

Payable à l'année, passible d'entraîner de fortes amendes en cas d'omission (100 francs suisses minimum), voilà donc encore mieux que la vignette-auto-française : l'octroi qui fait payer les étrangers de passage, fût-ce une fois.

L'imagination n'est pas au pouvoir

La politique de rigueur que met actuellement en place le gouvernement de la République fédérale allemande devrait entraîner, paraît-il, une baisse des impôts en 1986...

On connaît la chanson.

Forts de notre expérience, si on pariait que le téléphone, et d'autres tarifs publics, ne vont pas tarder à augmenter outre-Rhin...

CERCLE LEON TROTSKY

Le prochain Cercle Léon Trotsky aura lieu le 28 septembre. Grande Salle de la Mutualité : 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e — Métro : Maubert-Mutualité.

Sur le thème :
La fin de la Seconde Guerre mondiale : Yalta et les débuts de la décolonisation.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Le Parti Communiste orphelin de l'Union de la gauche

En adoptant le rapport Marchais à la quasi-unanimité, le Comité Central du Parti Communiste vient d'entériner la décision de rompre l'Union de la gauche. La grande majorité des dirigeants communistes renonce ainsi officiellement à la politique qui, avec quelques hauts et quelques bas, était la sienne depuis 25 ans. C'est-à-dire rechercher à participer au gouvernement sur la base d'une alliance électorale avec le Parti Socialiste.

Il faut dire que l'influence électorale du PCF avait déjà diminué de 1978 à 1981 au bénéfice du Parti Socialiste qui apparaissait comme la formation dirigeante de l'Union de la gauche, dont les succès profitaient au Parti Socialiste au détriment du Parti Communiste. Cela avait d'ailleurs provoqué en cette période quelques ruptures spectaculaires et quelques réconciliations à grand spectacle.

Mais l'influence électorale du Parti Communiste a encore plus pâti de sa participation au gouvernement de la gauche pendant trois ans. Etant donné la politique anti-ouvrière de ce gouvernement, il eût été difficile qu'il en soit autrement.

Alors, devant son recul électoral de juin 1984 aux élections européennes, le Parti Communiste a décidé de ne pas poursuivre cette politique qui, décidément, ne lui réussissait pas.

Mais si les dirigeants du Parti Communiste ont vraiment, pour toute une période, renoncé à l'Union de la gauche, cela veut dire bien plus. Cela veut dire qu'ils viennent, en fait, de renoncer à ce que leur parti soit un parti comme les autres, parti de gouvernement comme l'on dit, c'est-à-dire un parti susceptible d'être appelé à la direction des affaires de la bourgeoisie par le simple jeu électoral.

Le Parti Communiste vient de montrer qu'il n'était pas encore prêt à sacrifier toute son audience, électorale en premier lieu, en échange d'un rôle gouvernemental.

Il n'a pas voulu se sacrifier sur l'autel des intérêts généraux de la bourgeoisie. Cela, tous les autres partis « gouvernementaux » sont prêts à l'accepter. Le Parti Socialiste en a même fourni la preuve à plusieurs reprises depuis 70 ans. Mais il est vrai que le Parti Socialiste, comme les autres partis de la bourgeoisie, a le choix, car la bourgeoisie leur laisse des places, alors que le Parti Communiste sait qu'il ne serait rien s'il perdait son soutien populaire.

Mais que reste-t-il alors comme perspectives au Parti Communiste ?

Cette décision de remettre en cause l'Union de la gauche ne transforme pas pour autant le Parti Communiste en

parti révolutionnaire, en un parti de combat pour les classes pauvres, en un parti corps et âme dans le camp de la classe ouvrière, prêt à prendre la tête de ses luttes pour transformer, s'il le faut par la force organisée des masses, cette société en crise.

Il y a bien longtemps qu'il a cessé d'aspirer à être cela.

Aujourd'hui, les dirigeants du Parti Communiste proposent un vague « rassemblement » populaire majoritaire dans lequel se retrouveraient, à la base en quelque sorte, communistes et catholiques, ouvriers et cadres, pour agir ensemble en évitant les écueils du passé. Mais ces formules creuses ne cachent même pas à quel point les dirigeants du Parti Communiste ont du mal à offrir aux militants, aux sympathisants, aux électeurs de leur parti, un autre objectif que l'objectif électoraliste de l'Union de la gauche, qui avait le mérite de paraître simple et accessible, même si c'était un mensonge et un piège.

Que le Comité Central ait adopté à l'unanimité le rapport Marchais ne signifie cependant pas que les militants seront aussi unanimes pour suivre le parti dans le brouillard de sa nouvelle politique.

Bien sûr, bien des militants respirent de ne plus avoir à justifier la politique du gouvernement.

Mais il n'y a pas d'autre choix : ou l'on prétend transformer la société par la voie électorale, ou on tente de le faire par la voie révolutionnaire. Mais en l'absence d'une volonté de transformation sociale s'appuyant sur les luttes de la classe ouvrière, le Parti Communiste n'a aucune perspective à proposer à ses militants. Or, faute d'une telle perspective, sa politique contribuera de fait à désorganiser les luttes plutôt qu'à les renforcer.

Alors, après le départ des électeurs, c'est peut-être des militants que le Parti Communiste va perdre.

Mais il faudra que ceux qui resteront et qui seront peut-être les plus dévoués aux intérêts des travailleurs se posent vraiment le problème de la voie à emprunter. Le Parti Communiste vient d'avouer que la voie électorale est bouchée. Si la bourgeoisie le rappelle au pouvoir, ce ne peut être maintenant que pour la défendre contre une offensive des travailleurs. Et c'est de cela que les militants ouvriers les plus fidèles, les plus dévoués à leur classe, devront se rendre compte.

Alors, si aujourd'hui ils s'engagent dans la voie révolutionnaire, ils seront sûrement minoritaires. Mais c'est la seule voie communiste possible.

Arlette LAGUILLER

LE « RASSEMBLEMENT POPULAIRE MAJORITAIRE » :

Une coquille bien vide

Dans son rapport au Comité Central du Parti Communiste, Georges Marchais a lancé une nouvelle formule, celle du « nouveau rassemblement populaire majoritaire » qui devient l'objectif du parti, maintenant que l'Union de la gauche est morte et enterrée. Mais qu'est-ce donc au juste que ce rassemblement ? Eh bien Marchais le définit surtout par la négative. En effet, Marchais a beaucoup insisté sur les vertus complémentaires de cette politique. D'une part, celle-ci « ne serait pas en rupture avec la politique de l'Union de la gauche menée depuis 1972 », ni avec ce que le Parti Communiste continue d'appeler « la voie démocratique pour avancer vers le socialisme » et l'élaboration d'un Programme commun envisagée dès 1958. D'autre part, elle permettrait d'éviter les « interprétations erronées de cette stratégie et de ne pas s'engager dans des impasses. » « Nous avons le souci de ne pas revoir l'espoir populaire se forvoyer dans de nouvelles impasses », précise Marchais. Et pour cela, pour construire un rassemblement populaire qui tiendra bon et qui ira loin, nous voulons tenir compte de toutes les leçons de l'expérience passée ».

Mais le problème est que, si l'on comprend bien que Marchais veuille aller loin, on ne voit pas dans quelle direction.

Marchais précise bien que ce « rassemblement » ne doit pas être un accord entre partis, mais qu'il n'exclut pas les accords avec d'autres partis surtout dans les élections municipales ou régionales. Il ajoute bien qu'il doit être le plus large possible et ne pas être seulement axé sur la politique du

parti. « Disons-le encore insiste-t-il, nous n'appelons pas au rassemblement ceux qui partagent l'essentiel de nos vues. Nous voulons construire un rassemblement majoritaire. Sa base, ce n'est donc pas l'ensemble de notre politique : c'est cas par cas chaque proposition constructive qui, même ayant un caractère partiel, constitue une mesure anti-crise. » Et Marchais cite plus loin l'exemple d'un cadre qui avance « une proposition anti-

crise », il faudrait lui dire « chiche », faire avec « et peut être ce cadre sera-t-il amené à constater le sérieux, la crédibilité des propositions de notre parti, ce qui contribuera bien mieux que vingt discours à tempérer son anticommunisme ». Alors, est-ce cela la nouveauté ?

Marchais croit-il que c'est en se comportant en exécuteur des idées anti-crisis des cadres que les militants ou les travailleurs se feront

respecter ou qu'ils défendront les intérêts des travailleurs ? Et tout le problème, c'est qu'on ne voit justement pas apparaître, tout au long du discours de Marchais, une politique à l'usage des travailleurs, à l'usage des militants ouvriers, qui savent bien que, pour se défendre dans la crise, ils devront se mettre en lutte contre les patrons, contre le gouvernement, et qu'ils ont besoin pour être efficaces d'une politique de classe.

Krasucki appelle à « mettre le paquet »... mais sans dire comment

« Il faut mettre le paquet. Il faut y aller », a dit Krasucki, invité dimanche 16 septembre au débat RTL-Le Monde.

C'était un langage plus décidé que les années précédentes, quand le PCF était encore au gouvernement, tout le monde l'a remarqué.

Comme il l'a dit, « tout le monde constate que cela ne va pas », et « doit-on attendre les bras ballants que le pouvoir d'achat se détériore, que les entreprises grosses ou petites, ferment ? Admettre ce qu'on a refusé autrefois ? Sûrement pas.

Si on ne fait rien ou pas assez, on en prendra plein la figure ». Et il a aussi raison quand il dit que « l'essentiel est de créer un rapport de force favorable » (les partisans de l'école privée, a-t-il rappelé, ont très bien su s'y prendre pour faire reculer le gouvernement).

Mais sur quoi cela débouche-t-il ? Krasucki ne s'est pas privé de le dire : il faut se battre. Mais comment ? « Dans l'unité la plus large possible, cas par cas, en n'hésitant devant aucune forme énergique d'action syndicale de masse ; par des manifestations et des grèves si nécessaire, il

faut s'opposer aux mesures néfastes ». Mais cela, les travailleurs qui se sont battus pour leur emploi, à Fos, au Creusot ou dans l'automobile, l'ont fait, ils le font. Ils sont allés bien des fois jusqu'à la grève, jusqu'aux manifestations, et même jusqu'à l'affrontement violent !

Mais c'est d'autre chose que les travailleurs qui sont acculés à se battre, et les militants dévoués qui tentent d'organiser leur lutte, ont besoin. Ce n'est pas de savoir « cas par cas » ce qu'il faut faire qui leur manque — ce qu'ils font actuellement et ce qui les réduit à l'isolement et à la

démoralisation, et revient à les envoyer en ordre dispersé à la bataille.

Ce qu'il leur faut, c'est une politique, un plan de combat, qui permettrait à tous ceux qui, aujourd'hui, se battent usine par usine ou ville par ville de faire de leur lutte une seule lutte, plus forte, plus sûre d'elle. Cela leur permettrait d'appeler les autres travailleurs à les rejoindre.

C'est cela qui permettrait peut-être de créer le « rapport de force favorable » dont parle Henri Krasucki. Mais ce n'est surtout pas cela qu'il propose !

Les troupes françaises partent mais l'impérialisme reste

Les gouvernements français et libyen viennent de s'engager à retirer leurs troupes du territoire tchadien à partir du 25 septembre, le retrait devant s'étaler sur une période de 45 jours au plus.

Pour Claude Cheysson, le ministre des Relations extérieures, les choses sont simples : « Ils restent, nous restons. Ils partent, nous partons. Ils sont revenus, nous sommes revenus. Il y a une symétrie parfaite dans nos actions ».

Pour la deuxième fois en quatre ans, les troupes françaises vont donc quitter le Tchad après 13 mois d'occupation. Mais cela ne veut pas dire que sera mis fin à la présence militaire française dans ce pays. En fait, cette présence militaire n'a d'ailleurs jamais cessé. D'abord pendant des décennies d'occupation coloniale. Ensuite, après la proclamation de l'indépendance du pays en 1960, dans le cadre d'accords de coopération militaire avec les gouvernements tchadiens ou au travers d'interventions militaires directes.

Ainsi, en 1965, la moitié nord du pays était toujours sous le contrôle de l'armée française.

En 1968 les parachutistes intervenaient au Tibesti, puis en avril 1969, la présence militaire française était portée à 2 500 hommes qui devaient poursuivre leur intervention jusqu'en 1972. De nouveau, en avril 1978, un corps expéditionnaire de 2 000 hommes appuyés par des Jaguar arrivait au Tchad, et le 9 août 1983 était déclenchée l'opération Manta, la plus importante des opérations militaires en Afrique depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Et aujourd'hui, si l'armée française retire du Tchad les troupes qui ont mené l'opération Manta, non seulement elle laisse au moins comme toujours des « conseillers » auprès du gouvernement tchadien, mais de toutes façons, elle dispose toujours de forces importantes stationnées en permanence dans plusieurs bases situées en Afrique même, à quelques centaines de kilomètres des frontières tchadiennes. Car, même si l'impérialisme français n'est qu'un impérialisme de seconde zone qui ne règne plus sans partage sur l'Afrique, loin s'en faut, il continue en permanence à intervenir militairement sinon

directement au moins par la présence de ses troupes, dans ses anciennes colonies africaines, pour y préserver ses intérêts économiques et ceux de l'impérialisme en général contre les populations de ces pays.

Il est vrai qu'en octroyant l'indépendance à ses colonies africaines, la bourgeoisie française avait pris soin de ne remettre le pouvoir qu'à des hommes qu'elle avait formés elle-même au sein de son propre appareil d'Etat, des hommes dont elle savait qu'ils sauraient être soumis et fidèles. Mais il ne suffisait pas de mettre en place de tels hommes, encore fallait-il que les nouveaux régimes soient capables d'imposer leur loi aux populations, et de préserver la paix civile et sociale nécessaire au bon fonctionnement des affaires.

Or justement, le problème de l'impérialisme français au Tchad est qu'il est loin d'avoir atteint ce but. Le Tchad a hérité de l'époque coloniale de profonds antagonismes tribaux, sur lesquels s'appuyait l'administration française et qui ont été exacerbés après

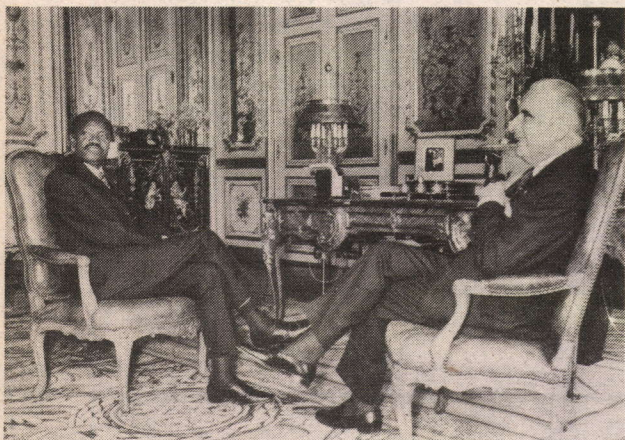


l'indépendance par la situation de misère chronique dans laquelle se trouvait le pays. Ainsi les premières révoltes sont-elles venues de populations du nord du pays, tels les nomades Toubou du Tibesti, contre un gouvernement qui s'appuyait sur les populations du sud, et dont les fonctionnaires faisaient payer à celles du nord l'oppression exercée dans le passé par les marchands d'esclaves venus du nord.

C'est de ces conflits que sont nés au Tchad quinze ans de luttes pour le pouvoir, dans lesquelles l'impérialisme français n'a cessé d'intervenir militairement pour tenter d'imposer la stabilité politique dont il avait besoin, en donnant son appui à telle ou telle faction, momentanément au pouvoir, contre toutes les autres. De Tombalbaye en 1968 au général Malloum en 1977, d'Hissène Habré à Goukouni et de Goukouni à Hissène Habré.

Et de ce point de vue l'intervention militaire lancée par Mitterrand n'était en rien différente des interventions antérieures. Il ne s'agissait pas de défendre la population tchadienne contre l'« envahisseur » libyen, comme les socialistes ont eu le culot et l'hypocrisie de la prétendre. Il s'agissait tout bonnement et comme toujours de défendre un dictateur en place contre un aspirant dictateur qui, en l'occurrence, avait trouvé appui auprès de la Libye.

Alors les troupes françaises vont peut-être quitter le territoire tchadien dans les semaines qui viennent. Mais elles restent l'arme au pied, prêtes à intervenir militairement pour imposer aux factions aussi bien qu'aux populations, les régimes et les hommes que l'impérialisme considère les plus capables de préserver la stabilité politique dans le pays. J.R.



De Tombalbaye à Hissène Habré, en passant par Malloum, les dirigeants impérialistes français ont tenté de donner des forces à leur protégé du moment. Mais il n'est pas toujours facile de miser sur le bon cheval. (Ph. AFP).

La présence militaire française continue

Si les soldats français devraient bientôt quitter le Tchad, d'autres, bien plus nombreux, restent en Afrique, pas bien loin de ce pays. 7 000 hommes stationnent dans 6 pays : Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, République Centrafricaine, Djibouti et Gabon. On compte dans ces six pays et dans douze autres 900 conseillers militaires.

Dakar au Sénégal, Port-Bouet en Côte d'Ivoire, Libreville au Gabon et Djibouti sont les quatre principales bases aériennes où l'on entretient tout un équipement militaire (des Mirage en particulier) en quelque sorte prêt à l'emploi, ainsi que les militaires prêts à l'utiliser. Deux grands ports, Dakar et Djibouti, sont prêts à accueillir des navires dont 20 unités de la flotte française de l'Océan Indien, servie par plus

de 3 000 hommes, en permanence au large de l'Afrique.

A cela s'ajoutent en France 23 000 hommes de la Force Terrestre d'Action Rapide (en 1985, ils seront 47 000) qui ont pour mission de se préparer à intervenir à tout instant et rapidement en Afrique. De fait cette force est toujours intervenue en Afrique, exception faite de la récente intervention au Liban. Outre le Tchad, la Mauritanie (en 1980), le Centrafrique (en 1979), et le Zaïre (en 1978) ont par exemple été récemment le cadre d'opérations de la Force d'Intervention Rapide. Cette force est composée de 6 régiments d'infanterie parachutiste, d'un régiment de blindés légers, d'un autre de génie, d'une division parachutiste dotée de missiles anti-chars et d'un régiment d'hélicoptères de combat...

Annie DESCHAMPS

GRANDES MANOEUVRES DE L'OTAN :

Le cœur de lion revient cher !

Le 17 septembre a marqué le début de l'opération « Cœur de lion », c'est-à-dire les grandes manœuvres de l'OTAN en Europe Occidentale, les plus importantes depuis 1945. En Allemagne de l'Ouest, il y aurait ainsi, d'après l'Humanité 250 000 hommes sur des champs de bataille imaginaires, troupes régulières venues des divers pays de l'OTAN ou réservistes retirés une quinzaine de jours de leurs usines ou de leurs bureaux pour jouer à la guerre.

La Grande-Bretagne se flatte d'avoir fait traverser la mer du Nord à 60 000 hommes de troupe, et elle se prépare à envoyer des commandos de la Marine Royale britannique au Danemark...

Le scénario de l'opération prévoit que les « Bleus » sta-

tionnés en Allemagne aient à faire face aux forces « orange » (on est tout près du « rouge » !) qui auraient traversé la frontière allemande pour venir les attaquer.

Les manœuvres sont destinées à démontrer la capacité de combat des forces de l'OTAN... mais ce qu'elles prouvent en tout cas, c'est leur capacité... à gaspiller de l'argent. Tout cela coûtera en effet la bagatelle d'au moins 40 milliards de centimes à l'OTAN, c'est-à-dire aux contribuables des pays qui en sont membres. Et sur cette quarantaine de milliards, une dizaine est déjà prévue pour rembourser les dégâts occasionnés par ces jeux guerriers !

DIPLOMATIE SECRÈTE :

C'est toujours les peuples qui l'ont dans le dos

TELEVISION :

Pour le quinzième anniversaire de la prise du pouvoir en Libye par le colonel Kadhafi, l'émission télévisée *L'histoire à la Une* de mardi dernier présentait un film réalisé sous la responsabilité d'Eric Rouleau, journaliste au *Monde* et qui était tout à la gloire du chef d'Etat libyen, dans le genre « c'est un dictateur peut-être, mais populiste et doué de qualités personnelles » etc... Le film fut suivi d'un débat auquel, malgré des problèmes techniques, le colonel Kadhafi put participer en direct.

L'intérêt principal du film fut sans doute, à l'aide de documents d'époque, de montrer dans quelles circonstances avait éclaté, le coup d'Etat militaire déclenché par des officiers et portant Kadhafi au pouvoir, appelé « révolution libyenne ».

C'est après la guerre, en 1951, que les Alliés mirent le roi Idriss à la tête d'un Etat créé par eux à partir des anciennes possessions italiennes en Afrique et maintinrent une présence militaire en Libye pour contrôler cette partie du Moyen-Orient.

La découverte et l'exploitation d'importants gisements pétroliers, bien que ne profitant qu'à une toute petite partie de la population, l'influence de Nasser, champion égyptien du panarabisme, suscita à l'époque parmi une partie de la population et principalement — ce que montrait le film — parmi certains officiers la

volonté de renverser le régime mis en place par l'impérialisme.

L'organisation de ce coup de force ne dépassa pas le cadre de l'armée. Cependant, lorsque Kadhafi prit le pouvoir le 31 août 1969, il ne rencontra aucune opposition dans ce pays de deux millions d'habitants où le désert, trois fois grand comme la France, occupe la majeure partie du territoire.

On a en droit au « lit où Kadhafi a couché », et aux « belles miliciennes » qui l'ont entouré..., mais ce film montrait aussi quelles furent les réalisations du régime à l'intérieur du pays, les tentatives pour moderniser et développer l'agriculture, les nationalisations des banques, ou la part prise par l'Etat libyen dans le contrôle de l'exploitation du pétrole... mais c'était vraiment succinct. Une large place fut consacrée aux idées de Kadhafi et à toutes les contradictions de celui qu'Eric Rouleau appelle « le Machiavel du désert ».

Une place nettement plus large en tout cas que celle consacrée aux problèmes posés par la baisse du prix du pétrole, l'austérité, la bureaucratie, le caractère dictatorial du régime ou la montée de l'islamisme. On avait envie de plaire à Kadhafi, visiblement...

Le débat qui a suivi porta essentiellement sur l'actualité, à savoir la signature de l'accord franco-libyen sur le

Les commentateurs politiques, dans la presse, et sur les ondes, n'ont cessé de vanter les mérites de la diplomatie française. Ils nous ont conté, par le menu, les tribulations de Cheysson, ses pieux mensonges téléphoniques à ses collaborateurs, ses petits déjeuners dominicaux avec Mitterrand, et en prime les voyages d'un ancien diplomate français à Tripoli pour jouer la relance au moment utile. Avec les déclara-

tions finales d'Hernu le tableau est complet.

Côté libyen, on nous a expliqué les changements d'attitude réels ou supposés de Kadhafi, dans ses interviews et ses déclarations. Enfin, pour faire bonne mesure, le Tchad aurait été l'un des sujets de discussion entre Mitterrand et Hassan II.

Cet étalage de détails met en valeur le fait lui-même que les seuls à ne pas avoir été au fait

de ces tractations, ce sont les Tchadiens eux-mêmes.

Hissène Habré, pourtant en cour à Paris, n'aurait appris la nouvelle qu'une fois annoncé par les porte-parole français libyen.

Alors si les Hissène Habré, les Goukouni Oueddei comptent pour si peu aux yeux des dirigeants français et libyens, on imagine que le peuple tchadien, lui, ne compte pour rien.

« L'histoire à la Une » consacrée aux quinze ans de pouvoir de Kadhafi



Kadhafi deux ans après son coup d'Etat.

(Ph. AFP)

désengagement au Tchad et là aussi le Kadhafi qu'on nous présentait avait le beau rôle.

Quand Jean de Lipkowski, ancien ministre de Pompidou, lui reprocha ses déclarations fracassantes, notamment la dernière en date, celle du 1^{er} septembre où il avait affirmé vouloir « infliger à la France une défaite bien pire que Dien Bien Phu » ou ses prises de positions en faveur des mouvements indépendantistes, à la Réunion ou aux Antilles, Kadhafi eut beau jeu de rappe-

ler quel cas les impérialistes eux-mêmes font et ont fait du principe sacré de non-ingérence dans les pays arabes, s'attaquant principalement aux Etats-Unis, à leur présence militaire au Moyen-Orient, à leur politique de soutien à Israël ; réaffirmant que « ceux qui menacent la paix, ce sont ceux qui déploient des rampes de missiles et menacent le monde d'une apocalypse militaire » et que le véritable terrorisme c'est « envoyer des bombes de plus

d'une tonne sur les Palestiniens, depuis le New Jersey

Toujours est-il que ce soir les téléspectateurs ont découvert un Kadhafi bien différent du « pantin », c'est-à-dire d'orchestre du terrorisme international sous les traits du la presse le présente habituellement. Le ton était plutôt déférence et à la complaisance. Et tout le monde passait sous silence le caractère dictatorial du régime, le sort réservé par les opposants.

Marianne LAMIR

SURPRODUCTION AGRICOLE ET FAMINE :

Un monde cynique

« Bravo le maïs ! »... titre une publicité de l'Association générale des producteurs de maïs, parue dans *Le Monde* et qui commente : « une richesse nationale, la moitié de la production exportée, 7,4 milliards de francs pour la balance commerciale, aussi bien que l'aéronautique, (...) merci les agriculteurs ! »

Les producteurs de maïs sont contents et ils ne sont pas les seuls, à avoir eu une bonne récolte : les producteurs de blé aussi, ainsi que les producteurs d'orge. Tous les records sont battus : plus de 31 millions de tonnes de blé, plus de 11 millions de tonnes d'orge. Le rendement est de 63 quintaux à l'hectare, trois fois plus qu'aux Etats-Unis. La récolte, là, est même trop bonne car évidemment les prix vont fléchir...

Par ailleurs, en Europe toujours, pour maintenir les prix, les autorités de la Communauté européenne ont décidé que la production des éleveurs de bétail devrait baisser de 2 %. 50 000 éleveurs ont accepté, contre subvention, de cesser de produire. Le lait est à l'heure des quotas... comme l'industrie.

Et pendant que les capitalistes ont des problèmes à cause de leurs excédents, à des milliers de kilomètres de la Beauce, au Mali, en plein désert du Sahel, aujourd'hui des hommes et des femmes meurent de faim. Faute de pluie, les récoltes ne poussent plus, même dans les zones fluviales. Le cheptel est en train de mourir, faute de pâturage. Le pays est touché par la sécheresse alors qu'il n'était pas encore remis

de celle de 1973. Pour survivre dans un premier temps, les paysans ont dû vendre leurs outils. Au Mali, il faut sept bonnes récoltes pour renouveler son outillage, et quand tout va bien, il n'y a qu'une seule bonne récolte sur deux. Car cette famine qui touche un habitant sur trois, 2,5 millions de Maliens, n'est pas imparable.

D'après *Le Monde*, le déficit en céréales dans cette région serait de 330 000 tonnes. Or cette quantité de céréales manquante ne correspond qu'à un pour cent de la production française de blé. Alors bien sûr quelque chose a été fait : des systèmes d'aide ont acheminé bon an mal an quelque 140 000 tonnes de céréales, mais tout le monde estime que cette nourriture n'arrivera pas tota-

lement à bon port faute de routes goudronnées, de trains qui ne déraillent pas. « La famine ne suit pas le goudron » dit-on là-bas.

Mais justement, pas si loin du Mali, au Tchad, les troupes françaises de la force militaire d'intervention devraient rembarquer dans de meilleures conditions d'arrivée. On n'utilisera pas seulement les avions Tigre, outil habituel de ces opérations, mais aussi des avions gros-porteurs pour transporter le matériel beaucoup plus efficace. A tous ces engins on pour fort bien acheminer très simplement toute la nourriture nécessaire à la survie des populations touchées par la sécheresse.

Jacques FONTEN

sième emprunt :

core une rente confortable ur les gros porteurs

ns les prochains jours,
va lancer un nouvel
nt de l'ordre de 15 à 20
rds.

emprunt, ainsi que les
autres opérations du
genre lancées depuis le
de cette année, est des-
financer en partie le défi-
budgétaire, l'ensemble des
nes empruntées cette
e devant s'élever à environ
illiards de francs (61 mil-
l'an dernier).

taux moyen proposé,
Pierre Bérégovoy, minis-
l'Economie et des Finan-
avoisinera les 12 %. De
manière, « un taux nette-
inférieur aux 12,8 % du
dent emprunt ». En souli-
la baisse de rémunéra-
de ce nouvel emprunt,
ovoy y voit le signe « d'un
mpagnement de la lutte

contre l'inflation par une
baisse des taux ».

Mais, comme le fait remar-
quer *L'Humanité* du 18 septem-
bre, même à 12 %, cela fait une
rémunération réelle de 5 %
supérieure à la hausse atten-
due des prix pour 1984, qui
selon les services officiels
s'établira autour de 7 % ; et
bien supérieure au taux de la
Caisse d'Epargne, qui vient
d'ailleurs de baisser. Voilà
donc une rente confortable,
sous forme d'obligations à
2 000 francs pièce, qui va faire
les choux gras d'un certain
nombre d'épargnants de la
moyenne bourgeoisie, mais
aussi de détenteurs de gros
portefeuilles.

Pour ce gouvernement,
comme pour les précédents,
l'argent doit aller à l'argent... Et
au bon peuple de raquer !

Les banques profitent

Les affaires ne marchent pas trop mal pour
les banques françaises. C'est du moins ce qui
ressort du rapport annuel de l'Association fran-
çaise des banques. Le résultat net global pour
1983 est de 7 milliards de francs, en augmenta-
tion de 6 %, alors qu'il avait marqué une baisse
de 10 % l'année précédente.

Mais si les crédits consentis ont progressé,
leur croissance n'a pas été la même dans tous
les secteurs. Ainsi les crédits consentis à l'éco-
nomie ont progressé de 13,8 % (contre 19,4 %
l'année précédente), alors que la part des opéra-
tions en devises progressait, elle, de 25,1 %. Ce
qui signifie que les banques ont plus développé
les opérations de spéculation que les investis-
sements productifs.

Même nationalisées, le moteur des banques
reste le profit financier.

pter à la source : moyen sûr voir du liquide

y a encore quelques
unes le gouvernement,
son projet de budget
1985, prévoyait que les
activités locales
aient reverser 3
rds à l'État pour lui per-
re de compenser en
e le manque-à-gagner
qué par la baisse des
vements obligatoires.
is depuis, les experts
vernementaux ont
nsé et affiné le projet. Il
plus question de faire
ser de l'argent aux col-
tivités locales, mais plus
lement de leur retenir
partie de la somme que
tionnellement l'État
avance pour pouvoir
ionner.

est ce que stipulait une
e note glissée en bas
age du dossier officiel
de la présentation du
et la semaine passée,
petite note qui précisait
« l'État opérera une
ction de 2 % du mon-
de ses avances aux col-

lectivités locales sur les
produits des impôts qu'il
perçoit pour leur compte ».
Cette réduction de 2 %,
heureux hasard, ferait juste-
ment une somme de trois
milliards de francs !

D'après *Le Canard*
enchaîné du 19 septembre,
si le gouvernement procède
ainsi c'est parce qu'il veut
éviter de se mettre en porte-
à-faux avec la récente légis-
lation sur la décentralisa-
tion. On vient de voir, lors
de la dernière augmenta-
tion de la taxe téléphoni-
que, avec quelle fougue la
droite est prête à exploiter
toutes les arguties juridi-
ques. Alors, pour couper
court à une nouvelle gué-
guerre, il a trouvé plus sim-
ple de modifier ses inten-
tions.

Un petit tour de passe-
passe qui lui évite les con-
testations juridiques et lui
permet surtout de mettre
directement la main sur les
trois milliards en question.

Gardez-le !

Chirac a tapé dans l'œil des
autorités et des patrons japo-
nais. C'est du moins ce qui res-
sort des qualificatifs employés
à son égard lors de son voyage
au Japon par les responsables
nippons : « **Le candidat le plus
puissant pour l'élection prési-
dentielle** », « **Quand vous serez
président** », « **Le président fran-
çais de 1988** »...

A force de se faire cirer les
bottes, « super-Chirac » va finir
par y croire. Et s'il ne veut pas
avoir de désillusion, le mieux
est encore qu'il reste là-bas.
Les Français sont prêts à faire
ce sacrifice et disent aux Japo-
nais : « Il vous plaît ? Eh bien
gardez-le ! »



Les patrons ont toujours de bonnes idées

Dans la série « on a de
bonnes idées pour relancer
l'économie », le CNPF a
proposé au gouvernement
de supprimer la taxe profes-
sionnelle et de la remplacer
par une hausse équivalente
de la TVA payée par des
consommateurs. Le but de
l'opération serait de rendre
les produits français plus
compétitifs à l'étranger.

En effet, le CNPF estime
que les entreprises accom-
pagneraient la suppression
de la taxe professionnelle
par une baisse équivalente
des prix. Donc les produits
français seraient moins
chers à l'exportation et
n'augmenteraient pas sur le
marché intérieur, puisque la
baisse compenserait la
hausse de la TVA. Et sur sa
lancée, le CNPF demande
un retour à la liberté com-
plète des prix.

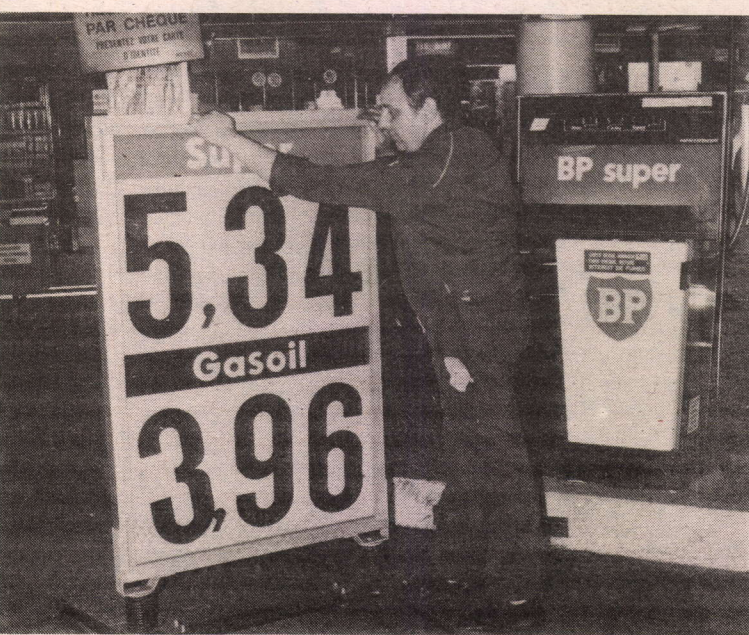
Que les patrons baissent
leurs prix si la taxe profes-
sionnelle est supprimée, le
CNPF voudrait peut-être le
faire croire. Mais cela ne
l'empêche pas de deman-
der sur sa lancée un retour

à la liberté complète des
prix. Même le commenta-
teur du journal *Les Echos*,
qu'on ne peut accuser de
dénigrer systématiquement
le patronat, écrit : « Il y a
fort à parier que les entre-
prises ne percevront pas
nécessairement les avanta-
ges d'un retour à la liberté
des prix, accompagné d'un
engagement de maintien à
niveau de leurs tarifs ». Autrement dit, si les
patrons demandent la
liberté des prix, ce n'est pas
pour les bloquer volontaie-
ment mais bien pour en pro-
fiter pour les augmenter.
Bref, la suppression de la
taxe professionnelle, si elle
était appliquée, aurait sim-
plement toutes les chances
d'aller grossir les profits
patronaux.

On ne voit pas pourquoi
le patronat ne tenterait pas
sa chance, puisque le
ministre de l'Economie,
Pierre Bérégovoy, a la répu-
tation d'être plutôt favora-
ble au remplacement de
certaines recettes fiscales
par la TVA.

Bérégovoy a du mal à suivre

Bérégovoy, en présentant
son budget aux journalistes
le 12 septembre dernier, a
déclaré que, « **toutes cho-
ses égales par ailleurs (coût
du pétrole brut, cours du
dollar), le litre de super vau-
dra 5,87 F en 1985** ». « **Fin
1985** », avait-il précisé à un
journaliste. Mais en même
temps l'AFP faisait savoir
que, en suivant le calendrier
programmé des hausses de
la fiscalité pétrolière, le litre
de super serait déjà à 5,87 F
en avril 1985. Et comme
Bérégovoy fait son calcul
sur la base d'un dollar à
8,40 F (il est déjà à 9,50 F),
on a toutes les chances
d'être loin du super à 5,87 F
à la fin 1985.



Le premier irresponsable de France

Giscard d'Estaing ne
sera pas entendu par la
commission d'enquête
parlementaire chargée
de s'occuper du dossier
des « avions renifleurs ».
La décision a été prise
après une forte pression
de Mitterrand dans ce
sens sur ladite commis-
sion. On n'envoie pas un
ancien président de la
République s'expliquer
sur des faits survenus
pendant son septennat,
cela ne se fait pas et
c'est, paraît-il conforme
à l'esprit de la Constitu-
tion. Bref, quand on est
au sommet, c'est l'irres-
ponsabilité totale et
légale.

Tout en grognant, les
députés socialistes
membres de la commis-
sion se sont pliés aux
injonctions de l'Elysée et
ont annulé la convoca-
tion, ce qui en dit long
sur l'indépendance des
« élus du peuple » !

Maintenant, si en 1988
Giscard reprenait la
place qu'il a dû céder en
1981, Mitterrand pourrait
espérer à son tour qu'on
ne vienne pas l'interroger
sur ses actions pendant
son septennat !

Au
direct
d'hora
de tra
heurts
juillet
refusé
d'hora
Mai
ner, s
s'est
compl
et d'o
travail
l'horai
une g
leurs)
n'est p
de sa
de ne
invol
vail à
temps
contrô
lisés,
ancier
n'est j
Dep
ces, c
préoc
vaill
ser be

PE

Dep
1984,
augme
quand
annon
beauc
lar. M
genre
en es
c'est
tion
annon
a été
nous »
eu de
parmi
Sur
travail

Le projet de Fabius-Delebarre pour l'emploi des jeunes :

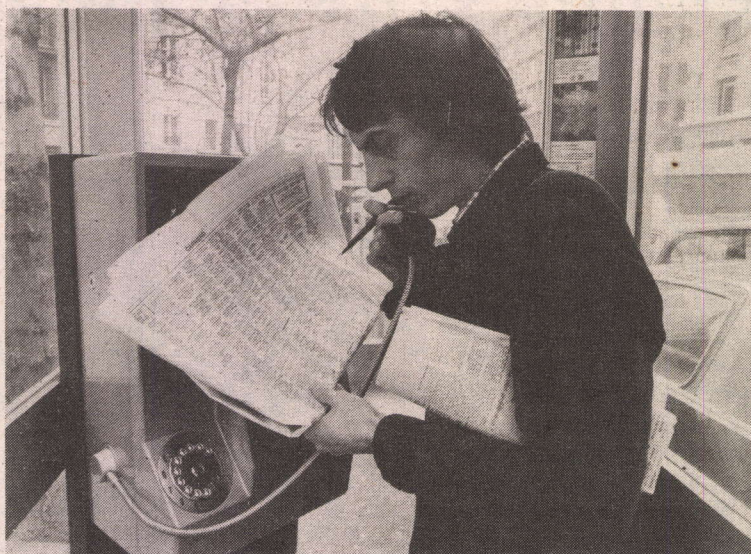
Drôle de travail !

Lors de sa prestation télévisée le 5 septembre dernier, Laurent Fabius s'était engagé, pour lutter contre le chômage, à fournir à tout jeune actif de moins de 21 ans soit un stage, soit un travail, d'ici la fin 1985.

Le projet semble d'autant plus ambitieux que toutes les dispositions qui avaient été prises jusque-là pour réduire le chômage des jeunes ne se sont guère révélées très efficaces. Aujourd'hui, 21 % des jeunes de moins de 25 ans en situation de travailler sont au chômage, sans compter ceux qui n'ont que de petits emplois de temps en temps entre deux périodes de chômage, soit environ 300.000 jeunes de moins de 21 ans (et en tout, 700.000 jeunes de moins de 25 ans sont sans travail).

Alors, pour tenir son pari, Fabius a prévu d'augmenter le taux de scolarisation des jeunes et de maintenir dans le système scolaire 70.000 jeunes supplémentaires. Par ailleurs, outre la poursuite des différents stages et contrats d'insertion déjà en place, il propose de créer des emplois d'utilité publique ou d'intérêt social. C'est sur cette nouvelle proposition que se penche en ce moment le ministre du Travail, Michel Delebarre, qui annoncera les mesures précises le 26 septembre prochain.

Ce projet prévoit que les municipalités, les départements ou les régions, mais aussi les établissements publics comme les hôpitaux ou les services sociaux, seraient invités à créer des emplois dits d'intérêt collectif ou des travaux pour occuper les jeunes en les payant au rabais. Là où l'on ne créait pas de postes parce qu'il n'y avait pas d'argent pour y pourvoir, on pourra désormais employer un jeune, et ce d'autant plus facilement que le salaire sera constitué en partie par le droit à l'allocation de 40 F par jour à laquelle peuvent prétendre actuellement les jeunes chômeurs sous certaines conditions (les organismes employeurs pouvant ajouter



leur quote-part à cette allocation). Peut-être verra-t-on alors se multiplier les aides pour les personnes âgées ou pour les soins à domicile, les tâches d'animation ou les travaux de restauration dans les quartiers, les emplois d'entretien ou toute autre fonction d'utilité publique délaissée jusque-là.

Fabius justifie la création de ces emplois en disant qu'« il est meilleur de payer les chômeurs à travailler qu'à ne pas travailler ». Ce en quoi il est sûr d'avoir pour lui une partie de l'opinion !

Mais si ces emplois sont destinés à empêcher les jeunes de devenir chômeurs, il faut quand même rappeler que bien peu d'entre eux touchent des allocations de chômage, vu leurs conditions draconiennes d'attribution (seulement 130.000, sur les 700.000 jeunes de moins de

25 ans à la recherche d'un emploi, en bénéficient). Il faut aussi savoir que le gouvernement compte profiter de l'occasion pour imposer « certaines contraintes », comme le dit Delebarre, aux jeunes chômeurs : tout jeune qui refuserait deux fois de suite l'emploi ou la formation proposée se verrait privé de ses droits à l'allocation chômage ! Ce qui serait un moyen de pression pour faire accepter aux jeunes n'importe quel emploi.

Par ailleurs, on ne voit pas au nom de quoi tous ceux qui accepteraient un travail d'intérêt collectif n'auraient pas droit à un salaire, un vrai salaire, puisqu'il s'agit de faire un travail dont tout le monde a besoin.

Sous prétexte de résorber le chômage, de ne pas payer des chômeurs à ne rien faire, Fabius est en train de transformer les tâches sociales nécessaires en emplois sous-payés et les caisses de chômage, qui sont un instrument de protection sociale, en un instrument de contrainte à l'emploi. Et il pare sa trouvaille de vertus sociales et généreuses. Mais il n'a rien inventé : les chantiers de jeunesse, les camps de travail ouverts aux jeunes chômeurs, ont été expérimentés par des Hitler ou des Roosevelt au plus fort du chômage des années Trente !

Patricia MULLAN.

Maigre bilan

Les contrats d'apprentissage, au nombre de 126.369 en 1980-81, sont passés à 115.390 en 1983-84. Les contrats emploi-formation, dont l'objectif était de fournir du travail à 200.000 jeunes, n'en ont occupé au maximum cette année que 83.618. Quant aux stages d'insertion des 16-18 ans ou des 18-21 ans, ils n'ont procuré du travail qu'à 88.919 jeunes en 1983-84.

INDEMNITES BLOQUEES

Les allocations de chômage, comme les salaires, ne sont plus indexées sur la hausse des prix. Et les patrons et l'Etat en profitent pour leur faire prendre le plus de retard possible sur les prix. C'est ainsi que l'allocation de base

(c'est-à-dire 100,10 F par jour) n'a pas été réévaluée depuis octobre 1983. 600.000 chômeurs sont ainsi concernés et ont vu leur pouvoir d'achat baisser fortement, la hausse des prix n'étant pas du tout compensée.

Quelle sera la réévaluation décidée par le conseil d'administration de l'UNEDIC qui doit se réunir le 27 septembre ? Pas grand-chose, d'après les syndicats, les allocations n'étant plus indexées sur la hausse des prix.

COCORICO AIRBUS !



12 achats et 13 options d'A 310-300, plus 16 achats et 34 options d'A-320 : il était temps, paraît-il, qu'Airbus, avec plus de 20 appareils inventés en stock, décroche un gros marché.

Et c'est la compagnie américaine Pan-Am qui vient ainsi au secours de l'aéronautique européenne. Dans cette affaire, le faible cours du franc par rapport au dollar et des conditions financières avantageuses tenues secrètes ont sans doute joué autant que les performances des appareils.

A cette occasion, l'encre bleu-blanc-rouge a coulé dans les rédactions des journaux. Une couleur plus bigarrée aurait mieux fait l'affaire, vu qu'Airbus regroupe l'Aérospatiale française, la Deutsche Airbus de RFA, British Aerospace, la CASA espagnole, la Fokker néerlandaise et Bel-Airbus de Belgique.

L'Humanité n'était pas en reste. Elle a même rappelé à cette occasion que « Charles Fiterman a apporté une contribution décisive au développement d'Airbus » quand il était ministre des Transports et a souligné que « ce succès obtenu face au géant américain Boeing montre bien la nécessité et l'utilité d'efforts résolus à tous les niveaux, dans les entreprises comme au gouvernement, pour développer nos productions, en concevoir de nouvelles et faire face ainsi au problème dramatique du chômage ». Bref, pour L'Humanité, la concurrence capitaliste a du bon et pourrait même

résoudre le « problème du chômage », pour peu que tout le monde retrouve ses manches pour être le meilleur.

Mais les dirigeants de l'Aérospatiale, bien qu'avionneurs, ont les pieds sur la terre capitaliste. Et ils expliquent d'ores et déjà que ces commandes en elles-mêmes ne sont pas suffisantes pour assurer le plein emploi dans leurs usines et qu'il y aura du chômage technique à la fin de l'année sur les chaînes d'Airbus. Et là, le « cocorico » se fait plus discret. On apprend que, dans cette affaire, de 25 à 30 % du marché seulement fournit du travail aux entreprises françaises. Des entreprises de toute l'Europe en sont aussi bénéficiaires bien sûr. Mais pas seulement : dans sa publicité aux USA, la Pan-Am rappelle que « 500 sociétés américaines viennent de décoller pour l'avenir ». En effet ces 500 sociétés sont fournisseurs d'Airbus. Et même, d'après Le Monde, « 90 % environ des pièces que l'on remplace tout au long de la durée de vie de l'avion sont d'origine américaine ».

Dans cette affaire, une seule chose est sûre : de nombreux patrons, des deux côtés de l'Atlantique, peuvent s'en frotter les mains. Quant aux travailleurs, d'où qu'ils soient, mieux vaut qu'ils ne comptent pas trop là-dessus : à Toulouse, les patrons de l'Aérospatiale viennent de le rappeler.

Michel BROUSSE.

91 Airbus pour la Pan-Am et nos salaires restent au sol

A peine l'accord entre la Pan-Am et Airbus Industries était-il signé, que les dirigeants d'Airbus se sont empressés de prévenir que les retombées n'étaient pas pour tout de suite.

Quand leurs affaires marchent moins bien, ils réduisent nos salaires et le personnel. Et quand elles marchent mieux, ils nous disent d'attendre.

Airbus Industries va pour-

tant toucher dès cette semaine des acomptes sur 16 appareils à livrer en novembre.

Et ce ne serait jamais le moment pour nous. Eh bien non ! Il va falloir qu'on contraigne la direction à faire décoller nos salaires et les nouvelles embauches, si nous ne voulons pas rester sur la piste.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNIAS/Bourges.

Hassan II dispose d'un nouveau Parlement, le peuple n'a d'autre perspective qu'un accroissement de la misère

Progression de l'opposition de Sa Majesté

Les élections marocaines qui se sont déroulées le vendredi 14 septembre ont été marquées par une progression de l'USFP (l'Union Socialiste des Forces Populaires), un parti qui se réclame, comme le Parti Socialiste français, de la social-démocratie, qui passe de 15 à 34 députés. Cette progression, pour spectaculaire qu'elle soit, est relative : l'USFP recueille 17 % des suffrages, et les partis considérés comme conservateurs disposent d'une très large majorité à la Chambre.

Par ailleurs un autre parti apparaît aussi comme vainqueur : c'est l'Union Constitutionnelle, un parti de centre modéré, créé il a quelques mois par Maati Bouabid.

Par contre, le grand perdant est le parti de la droite traditionnelle, l'Istiqlal, qui se trouve relégué au cinquième rang. Du coup, ce parti s'est comporté d'une façon toute nouvelle. C'est lui qui se plaint le plus des fraudes électorales, alors que ce rôle était généralement dévolu aux formations de gauche. Il faut dire que, dans ce pays de dictature, la fraude est le complément de toutes les consultations électorales. Et cette fois-ci, bien sûr, il y en a eu. L'administration a pesé ici ou là. Des candidats n'ont pas été enregistrés. Des candidats ont continué comme par le passé à récompenser leur clientèle traditionnelle de bons électeurs (on donne par exemple, une chaussure au votant avant le suffrage et la seconde seulement après le scrutin, s'il ramène tous les bulletins sauf le bon qu'il a laissé dans l'urne). Mais, malgré tout, les observateurs s'accordent à reconnaître que, après une campagne électorale exceptionnellement calme, le vote a été plutôt plus honnête que d'habitude dans ce pays de dictature.

Et c'est peut-être un choix d'Hassan II d'avoir un peu laissé s'exprimer les oppositions sur le terrain où le pouvoir en place ne prend pas trop de risques.

La presse a donc parlé d'une progression à gauche. Cette progression exprime sans doute l'aspiration de nombreux Marocains à voir les choses changer. Et il est certain qu'Hassan II a moins à craindre d'un renforcement des partis raisonnables du

centre et de la gauche que des mouvements violents et désespérés de révolte.

En effet l'USFP, à qui le mécontentement a profité, est un parti d'opposition extrêmement discret dans son opposition. Si l'expression « *opposition de Sa Majesté* » a un sens, c'est bien ici. L'USFP a été en effet associée au gouvernement d'Hassan II et son principal dirigeant, Abderahim Bouabid, est devenu ministre d'Etat il y a un an. Et il n'a abandonné ce poste, avec l'accord du souverain, qu'à la veille de la campagne électorale, en juillet dernier. C'est ainsi que l'USFP a « couvert » la répression des émeutes de janvier dernier et qu'elle s'est tue au moment où les grévistes de la faim emprisonnés protestaient contre leurs conditions d'incarcération et se laissaient mourir. Quelques postes ministériels, cela vaut bien un silence complice du pouvoir sur les horreurs des prisons marocaines ! Même si certains militants de base de l'USFP sont eux-mêmes emprisonnés.

Bien que ce parti se prétende « socialiste » et « populaire », cela ne l'empêche pas de se déclarer très respectueux de la monarchie. Il y a même un domaine où il se montre plus royaliste que le roi, c'est au sujet du Sahara Occidental. Il est à cet égard jusqu'au-boutiste, veut en découdre avec le Polisario et aurait plutôt tendance à accuser le roi de tiédeur dans la conduite de la guerre. A cet égard, l'USFP est rejointe sur ce terrain par le petit Parti Communiste marocain, le PPS (Parti du Progrès et du Socialisme) qui ne cesse de lutter « pour la réintégration de nos provinces sahariennes » !

En définitive, en jouant le jeu avec l'USFP, en l'acceptant au gouvernement, Hassan II ne fait que récompenser une attitude loyale et



constituer une formation de rechange qui, aux côtés de l'Union Constitutionnelle, va remplacer l'Istiqlal vieilli et discrédité.

Mais, dans un pays de dic-

tature et de misère comme le Maroc, être associé au trône, c'est être associé aux oppresseurs, à la répression, aux massacres.

Et l'analyse de nombreux

observateurs n'est pas fausse, qui estiment que le principal vainqueur de ces élections n'est autre que Hassan II.

Nelly MEYER

Un pays qui s'enfoncé toujours plus dans le dénuement

Les deux problèmes qui dominent la situation au Maroc sont la crise et la guerre du Sahara.

Cela fait déjà plusieurs années que la crise aggrave la misère au Maroc. La politique de modernisation du pays, lancée par Hassan II, y a fait long feu. La transformation de l'agriculture en une agriculture d'exportation, essentiellement en fruits et légumes, s'y heurte au protectionnisme dû à la crise agricole dans la CEE (Communauté Economique Européenne). Et l'usine de Kenitra de production de concentré de tomates, construite par Heinz et fermée maintenant, en est tout un symbole.

En revanche cette transformation de l'agriculture a jeté des centaines de milliers de petits paysans dans une misère encore plus grande, les contraignant souvent à

affluer dans les villes, d'autant plus que la crise économique en Europe fermait les possibilités d'émigration. La crise économique a également provoqué la fin du relatif enrichissement qu'avait connu le Maroc, grâce à la hausse de 1973 à 1976 du prix des phosphates, principale richesse minière du pays. Car depuis 1977, c'est la baisse des cours. Et l'augmentation de la population, passée de 5 millions en 1936 à 25 millions, rend encore plus aigus les effets de la crise. Plusieurs grandes villes sont cernées d'immenses bidonvilles, peuplées de jeunes et de sans-travail. Casablanca compterait trois millions et demi d'habitants. 52,5 % des Marocains sont des jeunes de moins de 19 ans, souvent sans travail, sans avenir, sans espoir. Et c'est non seulement la population pauvre, urbaine et rurale, qui s'appauvrit, mais aussi toute une partie de la petite bourgeoisie, et donc l'écrasante majorité de la population qui sombre dans le dénuement.

Et depuis 1978, la pauvreté a encore été accrue par la politique d'austérité dictée par le FMI pour résorber la dette du Maroc. Celle-ci atteint 12 milliards de dollars et le service de la dette représente 40 % de la valeur des exportations ! Ainsi, c'est le

renchérissement du coût de la vie, que cette politique a directement provoqué, qui a entraîné les émeutes de la faim, en 1981 puis en 1984.

A cette situation catastrophique viennent s'ajouter les effets de la guerre menée par le Maroc au Sahara Occidental depuis maintenant 8 ans.

Car c'est près de la moitié du budget de l'Etat (45 %) que cette guerre engloutit tous les ans pour maintenir en état de mobilisation et de combat une armée de plus de 100 000 hommes.

Et dans la situation actuelle de persistance et d'aggravation de la crise économique, de hausse du dollar, la hausse des prix, la misère qu'elle signifie pour la population, les privations même en denrées de première nécessité risquent de s'aggraver.

L'impérialisme — en particulier le nôtre, l'impérialisme français — ne laisse pas d'autre alternative. Même un pays exsangue est bon à piller. Et le roi, principal propriétaire terrien et premier homme d'affaires du Maroc, avec une mince clique de bourgeois et de profiteurs, seuls bénéficiaires marocains de cette situation, sont prêts à affamer s'il le faut encore plus leur propre peuple pour que leurs misérables privilèges soient sauvegardés.

N.M.

Le résultat des élections

UC (Union Constitutionnelle), 55 sièges, 27,63 %

Rassemblement National des Indépendants, 38 sièges, 19,08 %

USFP (Union Socialiste des Forces Populaires), 34 sièges, 17,08 %

Mouvement Populaire, 31 sièges, 15,57 %

Istiqlal, 23 sièges, 11,55 %

Parti National Démocrate, 15 sièges, 7,53 %

PPS (Parti du Progrès et du Socialisme) (communiste), 2 sièges, 1 %

Action Démocratique et Populaire, 1 siège, 0,5 %

Les électeurs ont élu les deux tiers des députés. Le tiers restant sera désigné par un suffrage indirect le 2 octobre. Ce seront des assemblées locales et des organisations professionnelles qui enverront alors à la Chambre les 102 députés restants.

Les syndicats décident la reprise pour les dockers et l'isolement pour les mineurs

Le 18 septembre, vingt-cinq jours après le début de la grève des dockers qui, par solidarité avec les mineurs, paralysait les plus grands ports du pays, le syndicat des dockers a appelé à la reprise, laissant une fois de plus les mineurs isolés.

Cette fois encore, comme lors de l'appel à la reprise après les 13 jours de grève dans les docks en juillet dernier, les dirigeants syndicaux des dockers trouvent le moyen de parler de victoire. Et pourtant, le moins que l'on puisse dire c'est que l'accord qu'ils viennent de signer ressemble plus à une reddition qu'à une victoire.

En effet, cet accord passé entre le syndicat des dockers et la Compagnie Britannique de l'Acier, la BSC (British Steel Corporation) qui est un trust nationalisé, prévoit le respect par les uns et les autres de la livraison d'un quota hebdomadaire de 18.000 tonnes de charbon importé par mer au profit du complexe sidérurgique de Ravenscraig. L'accord stipule de plus que ce quota sera porté à 20.000 tonnes par semaine en octobre. Puis à 22.500 tonnes en novembre. Or c'est précisément une tentative de BSC de dépasser son quota de 18.000 tonnes hebdomadaires, fixé lors d'un accord précédent en mai dernier, qui avait été à l'origine de l'actuel mouvement de grève dans les docks. Quant au chiffre de 22.500 tonnes, c'était exactement la revendication de BSC à la veille du mouvement. Il est vrai que John Conolly, le leader du syndicat des dockers, s'est vanté d'avoir obtenu l'engagement formel de BSC de ne pas recourir à de la main-d'œuvre non syndiquée, comme cela avait été fait à plusieurs reprises pour tourner le rationnement imposé par les dockers. Mais, une heure après la signature de l'accord, le directeur de Ravenscraig annonçait froidement à la presse qu'il n'avait « *donné aucune assurance quant à l'utilisation de main-d'œuvre non syndiquée* »...

Autant dire que, si les dirigeants des dockers font grand cas de l'accord signé, ce n'est pas le cas de BSC, qui considère à juste titre avoir eu toute satisfaction sans avoir pris aucun engagement !

Pour les grévistes, cette reddition sans conditions de leurs dirigeants syndicaux signifie qu'ils auront fait grève pendant plus de trois semaines pratiquement pour rien, en tout cas sans que leur mouvement ait apporté grand-chose aux mineurs, si ce n'est un soutien symbolique.

Pour les 130.000 mineurs en grève, dont le mouvement aura bientôt sept

mois, les choses sont un peu différentes. Bien sûr, la fin de la grève des dockers intervient précisément au moment où, après une série de négociations, le gouvernement a rompu les ponts et semble vouloir durcir sa position. Mais d'un autre côté, à quelques exceptions locales près, les mineurs en grève n'ont guère eu de liens avec les dockers en grève. La politique corporatiste de leurs syndicats respectifs a maintenu les deux mouvements totalement séparés. Il n'y a pratiquement pas eu de manifestations communes ou de piquets de grève communs. Et le fait que les dockers reprennent le travail ne changera donc rien aux conditions matérielles de la grève des mineurs.

Il reste qu'une fois de plus les mineurs vont se retrouver isolés. Et compte tenu de l'attitude adoptée par la direction du TUC (organisme qui regroupe différents syndicats) lors de son dernier congrès, il ne faut pas compter voir les dirigeants des divers syndicats se risquer dans l'immédiat à lancer des mouvements de solidarité, même sous la forme de grèves locales de 24 heures comme il y en a eu jusqu'au mois de juin, pour soutenir les mineurs.

Cela signifie aussi probablement que les chances des mineurs de faire céder rapidement le gouvernement Thatcher, même de façon partielle, sont minces ; et qu'il leur faudra sans doute encore tenir au moins deux mois avant que, avec le froid, les effets économiques de leur mouvement se fassent sentir suffisamment pour inquiéter le gouvernement Thatcher, sans même parler de le faire céder.

En tout cas des occasions, sinon de changer le cours des événements, du moins de renforcer matériellement et moralement le mouvement des mineurs, ont été perdues. Au moins à deux reprises, lors des deux mouvements de grève nationale dans les docks. Ces occasions, les dirigeants syndicaux, y compris ceux des mineurs eux-mêmes, ont choisi de ne pas s'en saisir, par esprit de boutique, par corporatisme, et parce que, dirigeants réformistes, ils ne savent ni ne veulent voir plus loin que le cadre étiqué de leur syndicat. En négligeant ces occasions, les dirigeants syndicaux ont contribué à renforcer l'isolement des mineurs. Et si, après plus de six mois de grève, ils sont toujours 130.000 en grève, cela prouve que la détermination des mineurs a la peau dure, au moins aussi dure que le corporatisme de leurs dirigeants.

François ROULEAU



Les piquets de grève des mineurs continuent à s'opposer aux transports de charbon. Ici, devant l'aciérie de Port-Talbot, au pays de Galles.

USA

62.000 ouvriers en grève à General Motors

Depuis le 14 septembre, 12 des 29 usines américaines de General Motors sont en grève illimitée à l'appel du syndicat de l'automobile, l'UAW.

Cela faisait quatorze ans qu'on n'avait pas vu un mouvement d'une telle ampleur dans l'automobile américaine.

La grève a éclaté le jour même où venait à expiration le contrat salarial en vigueur dans l'ensemble du trust depuis 1982. Cela fait trois ans qu'au nom de ce contrat, General Motors a imposé aux 350.000 salariés de ses usines une réduction de leur couverture sociale et diverses restrictions sur les salaires qui ont entraîné un manque-à-gagner chiffré en moyenne à 6 000 dollars par ouvrier (54.000 F) sur toute la durée du contrat. A l'époque, les dirigeants du trust, comme d'ailleurs ceux de l'UAW, avaient justifié les sacrifices demandés aux travailleurs par le rétrécissement du marché de l'automobile et les difficultés économiques que cela entraînait pour General Motors. Il fallait que les ouvriers acceptent de se serrer la ceinture et consentent à une diminution de leur niveau de vie pour préserver l'avenir et en particulier pour permettre de réembaucher une partie au moins des 250.000 travailleurs de l'automobile au chômage, quand les choses iraient mieux. Il faut dire quand même

que, malgré l'appui qu'avait donné l'UAW à cet argument, un grand nombre d'ouvriers du trust n'avaient pas été convaincus, puisque 52 % seulement d'entre eux s'étaient prononcés en faveur du contrat.

Seulement s'il était facile pour General Motors de se réfugier derrière la crise en 1982, c'est quand même plus difficile maintenant. D'une part à cause de toute la propagande officielle sur la reprise économique et les vertus de la politique de Reagan. Ensuite et surtout parce que General Motors, comme toute l'automobile américaine, a affiché cette année des profits considérables, en hausse de 90 % au premier semestre 1984 par rapport à 1983 !

Aujourd'hui, les ouvriers de General Motors, y compris ceux qui n'avaient pas vu d'autre solution que d'accepter les sacrifices qui leur étaient demandés en 1982, ont des raisons de considérer que, les affaires allant mieux, le moment est venu pour le trust de remplir ses engagements.

Eh bien, tel n'est pas l'avis de General Motors. Dans les premières propositions faites par le trust pour le nouveau contrat salarial, il n'était même pas question d'augmentation de salaire : GM proposait simplement de verser une rallonge représentant environ 3 % du salaire actuel sur les trois ans

à venir, mais sous forme de primes annuelles non intégrées au salaire... pour compenser la diminution du pouvoir d'achat des salariés depuis trois ans !

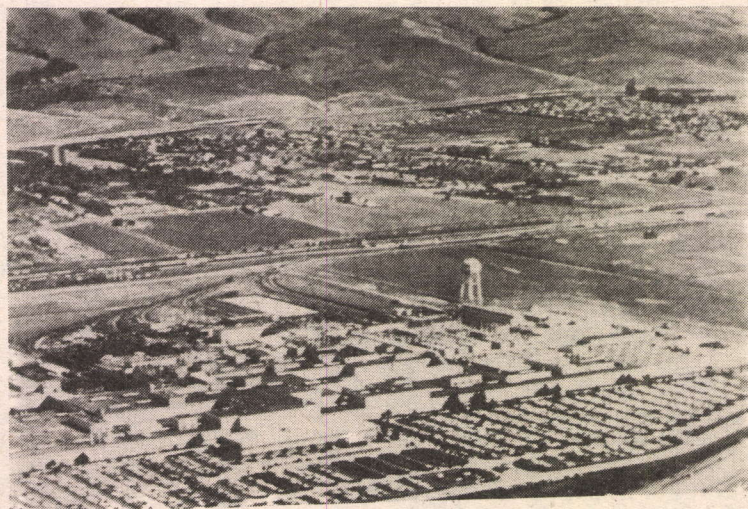
Enfin, non seulement General Motors ne parle nullement d'embaucher mais, selon l'UAW, le trust avait en préparation un plan de robotisation des fabrications qui englobait la suppression de 100.000 emplois dans les années à venir !

Face à ces propositions provocatrices, l'UAW avait rétorqué par un ultimatum : si un accord satisfaisant n'était pas atteint, les dirigeants du syndicat menaçaient d'appeler les ouvriers de GM à la grève générale, la date limite étant précisément le 14 septembre. Au bout du compte, les dirigeants de l'UAW n'ont pas mis leur menace en application (si toutefois ils ont jamais pensé le faire) : ils ont limité leur appel à la grève à 62.000 ouvriers seulement, et encore pas sur le contrat mais sur des revendications locales !

Pour l'instant, les négociations entre l'UAW et les dirigeants de la GM se poursuivent. Ces derniers ont modifié leurs propositions salariales avec une augmentation des salaires de 4 à 6 % étalée sur trois ans (en plus du COLA, une espèce d'échelle mobile partielle). Mais GM n'a semble-t-il rien cédé ni sur le réembauchage de travailleurs licenciés, ni même sur une forme quelconque de garantie de l'emploi pour ses salariés actuels. Quant à l'UAW, son revirement, tout comme sa politique passée, laisse supposer qu'elle ne tient pas à aller trop loin dans l'affrontement avec GM et qu'elle cherche tout au plus quelques concessions susceptibles de rendre le nouveau contrat moins inacceptable que le précédent.

Il reste que cette fois-ci, contrairement à 1982, 62.000 ouvriers sont aujourd'hui en grève, et que cela seul peut changer bien des choses.

François ROULEAU



Une usine de General Motors en Californie (Ph. AFP)

AFRIQUE DU SUD :

A la violence la population noire répond par la

Le 17 septembre, pour la première fois dans l'histoire de l'Afrique du Sud, 40.000 ouvriers noirs des mines d'or du pays ont participé à un mouvement de grève légale. Et, en moins de 24 heures, ils ont réussi à contraindre les puissantes compagnies minières à un recul, limité certes, mais un recul quand même, tandis que la police tentait vainement de briser leur mouvement par la violence.

Le lendemain, les responsables de la police se félicitaient dans la presse du calme relatif qui régnait dans les grands ghettos noirs du pays, après les violentes émeutes qui avaient fait 36 morts au cours des semaines précédentes. Mais ils oubliaient de préciser que le « calme » qui régnait à Soweto, par exemple, était surtout la preuve du succès de l'opération « ville morte » lancée par les organisations noires, qu'en fait rien ne fonctionnait à Soweto et que les travailleurs habitant le ghetto s'étaient même abstenus de se rendre à leur travail ce jour-là !

Le même jour, le président Botha inaugurait son nouveau Parlement multi-racial par de ronflants discours sur la démocratie. Mais parmi les députés qui constituaient son auditoire, il n'y avait pas même un seul représentant de la majorité noire du pays, tandis que ceux qui n'étaient pas blancs avaient été boycottés par au moins 75 % des électeurs autorisés à voter. Quant au gouvernement qui siégeait aux côtés de Botha, il ne comptait que deux ministres non blancs, et encore, des ministres sans portefeuille, puisque selon ses propres mots Botha n'a pas encore trouvé « de Métis ou d'Asiatique capable de gérer un portefeuille traitant d'affaires d'intérêt général » !

Alors la sinistre comédie « démocratique » que joue le régime de Botha peut peut-être servir de mauvais prétexte aux politiciens et aux capitalistes des pays industrialisés qui en ont besoin pour justifier les bons rapports qu'ils entretiennent avec le régime de Botha. Mais il

n'y a rien là-dedans qui puisse justifier la moindre illusion ni le moindre espoir, dans la population non blanche d'Afrique du Sud, et en particulier dans la population noire. Pour cette population, aujourd'hui comme hier, il n'y a ni droit démocratique, ni droit d'aucune sorte, d'ailleurs.

Les seuls droits que la majorité de couleur d'Afrique du Sud peut espérer, ce sont ceux qu'elle imposera par la violence. Les émeutes de ces dernières semaines, en rappelant le soulèvement de Soweto il y a huit ans, montrent que ce n'est ni la détermination ni la volonté de combattre qui lui manquent. Et la grève des travailleurs noirs des mines d'or montre qu'en plus de la détermination, elle a aussi la force : celle de la classe ouvrière noire, une classe ouvrière qui non seulement fait tourner l'essentiel de l'économie du pays, mais qui a aussi derrière elle une longue tradition d'organisation et de luttes.



La précédente grève des mineurs de l'or en 1982 fut un échec : 2 000 mineurs sont ici arrêtés et gardés par la police, avant d'être renvoyés dans des Bantoustans.

(Ph. AFP)

Succès de la grève des mineurs noirs

Sept morts, des centaines de blessés : tel est le bilan de la journée de grève organisée le 17 septembre dans les mines d'or sud-africaines par le NUM, le syndicat des mineurs noirs.

C'était pourtant une grève légale, en fait la première du genre, organisée par un syndicat noir légal lui aussi.

Mais, légalité ou pas, la police sud-africaine ne sert qu'une seule loi : les intérêts des compagnies minières et ceux du régime raciste de Botha.

La presse s'est fait l'écho de la violence inouïe qu'a employée la police pour tenter de briser la grève, utilisant tout l'arsenal des bombes lacrymogènes, des chiens policiers et surtout des balles en caoutchouc importées d'Angleterre. A la mine de Welkom, près de Johannesburg, la police a attaqué les grévistes au moment où, réunis en assemblée générale, ils s'approprièrent à voter sur les propositions des compagnies minières, faisant officiellement 350 blessés.

Dans une autre mine, celle de Westonaria, les 8 000 grévistes présents se sont retournés contre la police, et des affrontements se sont poursuivis autour de la mine jusqu'au lendemain matin, laissant 7 morts et 140 blessés. Et ce ne sont là que deux exemples connus parmi les neuf mines qui ont été touchées par la grève.

Mais la résolution marquée par les grévistes semble bien avoir inquiété les compagnies minières, puisque le soir même elles offraient une augmentation de salaire de 16 % aux grévistes, au lieu des 13 % initialement offerts et des congés payés payables d'avance. A la suite de ce recul, et bien que la revendication des 25 % qu'il avait avancée n'ait pas été satisfaite, le NUM a appelé à la reprise, pour des raisons qui n'ont pas été rapportées par la presse.

En tout cas ce mouvement de grève est concluant : la rapidité du recul des compagnies minières

est à la mesure de la peur que leur inspire la classe ouvrière noire. C'est un

encouragement à la lutte, non seulement pour les grévistes, mais aussi pour

l'ensemble de la classe ouvrière noire du pays.

Sylvie MARÉCHAL

Les mines d'or : une tradition de lutte

Si la grève du 17 septembre était la première grève « légale », elle est loin d'être le premier mouvement qu'ont connu les mines.

Il est vrai que la situation des mineurs noirs est une des pires que connaissent les travailleurs sud-africains.

Payés 5 à 6 fois moins que les mineurs blancs, dont le syndicat — un des plus réactionnaires — défend jalousement les privilèges, travaillant 6 jours sur 7 au lieu de 5, parqués dans des foyers, les « compounds », à 8 ou 16 par chambre, séparés de leurs familles restées dans les Bantoustans, les mineurs noirs font un travail extrêmement dangereux, (le taux d'accidents mortels est 8 fois supérieur à celui des mines anglaises par exemple).

La première grande grève de mineurs eut lieu en 1946. Orga-

nisé par l'Union africaine des travailleurs de la mine (AMWU), syndicat illégal qui était pourtant parvenu à regrouper 25 000 adhérents en 1944, ce mouvement ébranla le gouvernement, qui répondit par la répression : 12 morts et le démantèlement des syndicats.

Mais, avec le renouveau du mouvement ouvrier et syndical dans les années 1970, on vit reprendre l'agitation dans les mines : en 1974 d'abord, puis de façon plus ample en 1982.

Le 1^{er} juillet 1982, ce sont les propositions d'augmentation de salaires faites par la chambre patronale, propositions différentes pour les Noirs et les Blancs, qui déclenchèrent le mouvement. En dix jours, 27 000 Noirs refusèrent de descendre dans les puits. La répression fit onze morts. Les compagnies minières licencièrent 5 000 travailleurs, qui

furent immédiatement déportés dans les Bantoustans. Mais, pour la première fois, la chambre patronale se sentit obligée de reconnaître un syndicat non blanc. Pour cela, elle choisit un syndicat métis, qui apparaissait comme le plus modéré, espérant ainsi entraver le développement de syndicats plus radicaux. Ce fut peine perdue. Car en juin 1983, elle dut reconnaître officiellement le NUM (Syndicat National des Mineurs), un syndicat noir formé à l'initiative de syndicalistes appartenant au courant nationaliste, qui revendiquait alors 25.000 membres. Aujourd'hui, le NUM est représenté dans 9 mines et il est officiellement reconnu par les patrons de quatre d'entre elles, ce qui signifie que, dans ces dernières, au moins 33 % des travailleurs sont syndiqués au NUM.

S.M.

raciste, violence des opprimés



15 septembre : Des manifestants accompagnent le convoi mortuaire de noirs, tués par la police, et passent devant un camion des forces de l'ordre.

(Ph. AFP)

Il y a huit ans : Soweto

Les émeutes de Soweto sont restées dans toutes les mémoires pour leur ampleur, pour la jeunesse des manifestants — des collégiens — qui impulsèrent le mouvement et parce que cette révolte plus ou moins spontanée finit par s'organiser et par entraîner les adultes, les travailleurs des entreprises.

Le point de départ fut, comme souvent, un problème qui pouvait paraître secondaire. Les écoliers noirs doivent, après leurs premières années d'école, choisir d'étudier en anglais ou en afrikaans. Début 1976, le gouvernement décida que certaines matières seraient obligatoirement enseignées en afrikaans. Or l'afrikaans est la langue de l'administration, de la police ! Les écoliers refusèrent. Les grèves de protestation se multiplièrent. Le 16 juin 1976, 10 000 collégiens de Soweto se dirigèrent vers un stade pour tenir un meeting. 300 policiers les y attendaient. Au moment où les manifestants décidaient de se replier sur un lycée, un policier fit feu, tuant un jeune âgé de 13 ans.

La réaction fut immédiate. Les collégiens lapidèrent la police, incendièrent des voitures, les bâtiments publics, les

postes de police et même la gare. Ils furent rejoints par les autres jeunes de la ville et par les adultes. L'émeute dura trois jours. D'un côté, les Africains qui s'en prenaient à tout ce qui symbolisait le pouvoir blanc et aux Noirs collaborant avec lui. De l'autre, les unités anti-émeutes avec mitrailleurs, blindés et même hélicoptères, décidées à tuer. Comme le rapporte Paul Bernetel, auteur des *Enfants de Soweto*, un officier déclara froidement : « Ça ne sert à rien de tirer au-dessus des têtes ».

L'émeute gagna les autres villes noires autour de Johannesburg, puis Pretoria. Il y eut même des soulèvements dans certaines campagnes — 300 Noirs attaquèrent une ferme dans la région de Pretoria — et dans les Bantoustans. L'ampleur du mouvement démontrait l'imbécillité de la thèse du gouvernement accusant des « minorités de voyous » de susciter les troubles.

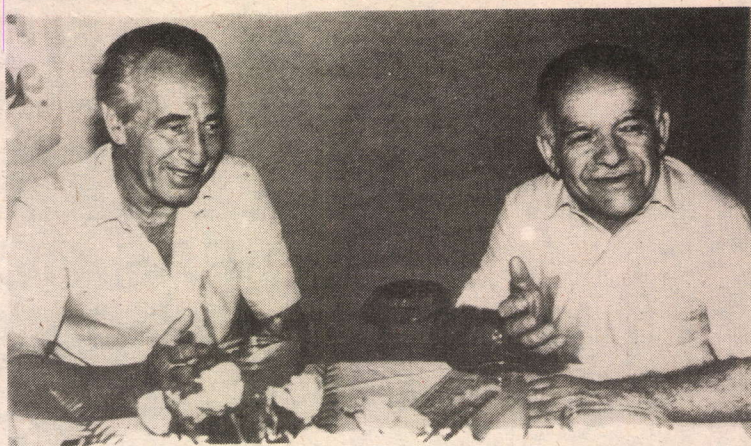
Malgré la répression (au moins 600 morts du 16 au 19 juin), malgré la loi sur la sécurité intérieure légalisant la détention sans jugement de tout « agitateur » en puissance, le mouvement reprit, ou plutôt

continua, en juillet. Le gouvernement avait cédé sur l'enseignement en afrikaans, mais ce que voulaient les collégiens et tous ceux qui manifestaient au cri de « Amandla » (le pouvoir), c'était beaucoup plus : c'était d'abord la libération des emprisonnés et surtout la fin de l'Apartheid.

En août, dans la province du Cap, les étudiants métis manifestèrent leur solidarité avec les collégiens noirs et affrontèrent la police. Et en septembre des émeutes dans les quartiers métis, situés au milieu des quartiers blancs contrairement aux ghettos noirs, transportèrent le champ de bataille à la porte des Blancs.

Mais le mouvement franchit un pas de plus quand, en août et en septembre, les collégiens appelèrent les travailleurs à la grève. Ces grèves furent suivies jusqu'à 90 % dans certaines branches, comme les chantiers et les docks. Et même si le mouvement des travailleurs n'était pas encore assez organisé ni conscient de ses buts propres, il ébranla le pouvoir en lui faisant sentir la force que représentent ceux qui créent toutes les richesses du pays et qui ont seuls la force de renverser définitivement le régime.

ISRAËL



Shimon Peres, le Nouveau Premier ministre, et Shamir, l'ancien

Entente immédiate au sein du gouvernement pour faire payer la population

Le premier acte du gouvernement d'union nationale a été, outre la dévaluation de 9 % de la monnaie israélienne, le shekel, la réduction des dépenses budgétaires de l'année en cours de 1 milliard de dollars, ce qui correspond à environ 5 % du budget.

Les compressions des dépenses sociales avaient déjà commencé sous les ministères précédents. Mais, comme l'a déjà annoncé le ministre des Finances, il ne s'agit que d'une « première initiative » et il faudra que les Israéliens se préparent à une « baisse graduelle de leur niveau de vie jusqu'à son seuil de 1982 », ce qui correspond à une baisse de 10 % de leur pouvoir d'achat.

Et maintenant les travailleurs israéliens doivent s'attendre à une augmentation du nombre de chômeurs, conséquence directe de la réduction du budget dans un pays où l'Etat est l'employeur le plus important, ainsi qu'à un gel des salaires d'au moins six mois et à la réduction immédiate des subventions des produits de base.

Ce sont ces mesures que le gouvernement est déjà en train de négocier avec la Histadrout, l'omnipotente centrale syndicale liée au Parti Travailleur qui est d'abord, elle aussi, l'un des principaux patrons en Israël.

Les travaillistes avaient axé leur programme électoral sur la « compression des dépenses politiques » (telles que le retrait de l'armée du Liban, le gel des implantations juives en Cisjordanie et la disparition des avantages concédés aux partis religieux). Ils se servent aujourd'hui de leur association au gouvernement avec le Likoud pour justifier l'abandon de ce programme et expliquent qu'ils n'ont pas d'autre solution que de réduire le train de vie de l'Etat puis, directement, celui de la population.

Et le Premier ministre Pérès doit agir vite, car il se rend dans deux semaines aux Etats-Unis et il voudrait bien présenter à son protecteur un plan d'austérité cohérent... condition que met pour l'instant Washington pour accorder à Israël les rallonges nécessaires pour boucler son budget 1984-85 !

L'économie israélienne est malade de la crise, comme tous les pays capitalistes. Maladie qui s'est ajoutée au poids énorme que fait peser sur la population la politique de guerre et d'expansion de l'Etat israélien. Lorsqu'on fait vivre toute une population l'arme à la bretelle, on lui impose aussi de se serrer encore plus la ceinture !

Samuel LATAN

Non à l'extradition des réfugiés basques espagnols

Les manifestations de solidarité à l'égard des huit militants basques en grève de la faim et de la soif depuis le 8 août continuent à avoir lieu, non seulement dans plusieurs villes du pays basque espagnol mais aussi en France, à Bayonne en particulier, depuis le vendredi 14 septembre, c'est quasi quotidiennement que se retrouvent ceux qui refusent l'extradition des sept (sur huit) militants de l'ETA réfugiés en France.

Et à Paris, mercredi 19 septembre, à l'appel de plusieurs organisations d'extrême-

gauche, plus d'un millier de personnes ont défilé de la place de la République à celle de la Trinité, dénonçant dans leurs slogans l'attitude du gouvernement actuel qui se comporte en la matière comme aucun des gouvernements de Giscard qui l'ont précédé n'avait osé le faire.

Certes, dimanche 16 septembre sur TF 1, Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti Socialiste, avait laissé entendre — et on peut se douter qu'il n'avait pas pris seul pareille initiative — que les extraditions pourraient être com-

muées en expulsions vers d'autres pays que l'Espagne même. Il avait réaffirmé qu'un gouvernement socialiste ne pouvait pas laisser mourir des grévistes de la faim, comme Margaret Thatcher avait pu le faire en 1981, avec dix prisonniers irlandais. Et cela laissait présager que François Mitterrand et son gouvernement se décideraient à intervenir sans même attendre le réexamen, en cassation, du dossier des sept nationalistes qui devait avoir lieu la dernière semaine de septembre.

Mais il n'en a rien été. Le

gouvernement s'est borné à avancer la date du réexamen du dossier par la Cour de cassation au 21 septembre.

On ignore pour l'instant si les juges de cassation confirmeront ou non l'extradition des sept militants basques. Ce qui est sûr, c'est que Mitterrand, lui, aurait le pouvoir légal de trancher sans attendre. Dès maintenant, il pourrait donner satisfaction aux grévistes de la faim, c'est-à-dire le droit d'asile, le statut de réfugiés politiques et leur libération. Et s'il ne le fait pas, c'est sans doute pour des raisons bien

politiciennes, parce qu'il ne veut pas passer par-dessus la tête des juges de la Cour de cassation, mais c'est aussi parce qu'il hésite encore sur le choix de la décision à prendre.

Alors oui, quelles que soient les raisons de son silence, Mitterrand est directement responsable du sort des grévistes de la faim de Fresnes. Il est responsable des séquelles irréversibles qu'entraînera pour eux cette grève de la faim et de la soif. Et il prend sciemment le risque de les faire mourir.

A.G.



Une Réunion du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale

(Ph. AFP)

Il ressort des réunions monétaires qui ont lieu en ce moment pour préparer l'assemblée annuelle du FMI (Fonds Monétaire International) et de la Banque Mondiale, assemblée qui doit se tenir à Washington du 24 au 27 septembre, que les Trésors Publics des différents pays industriels représentés et les banques internationales, qui peuvent consentir aux pays les plus endettés du Tiers Monde des arrangements dans leurs paiements, sont bien décidés à mener la même politique que les années précédentes.

Pourtant l'attitude de l'Argentine, qui il y a peu avait « rué dans les brancards », avait provoqué un peu d'émotion dans le monde des banquiers. L'Argentine en effet était pour sa part au bord de la cessation de paiements pure et simple, incapable de faire face à l'échéance d'un prêt à court terme contracté auprès de banques privées par les militaires au pouvoir, en décembre 1982, et se montant à 750 millions de dollars, et incapable également de payer 950 millions de dollars d'intérêts calculés sur sa dette globale.

Et son cas n'était pas isolé, puisque la Bolivie dans la même période renonçait à effectuer les paiements prévus.

Alors l'Argentine avait appelé les autres pays latino-américains représentés à Carthagène à s'entendre, pour tenter d'imposer aux gouvernements des pays industriels de discuter directement du problème de l'endettement colossal de leurs Etats et de ne plus se contenter d'accords ponctuels avec des organismes créditeurs particuliers. Le président argentin avait rappelé comment les économies de pays comme l'Argentine, le Mexique ou le Brésil, pourtant considérés comme les trois « grands » d'Amérique

latine, étaient étranglées, déclarant entre autres : « Quand nous parlons de crise de la dette extérieure, ce n'est pas à la situation des banques privées que nous songeons. C'est à la détérioration de nos économies, à l'impossibilité d'utiliser notre potentiel productif, à la diminution du bien-être de nos peuples et à l'apparition de profonds déséquilibres, y compris dans des économies beaucoup plus développées que les nôtres ».

Mais les magnats de la finance internationale n'ont rien à faire de telles déclarations.

Finalement l'union des pays endettés ne s'est pas faite sur ce thème. Après

que le Mexique a signé un accord avec le FMI, lui permettant par exemple entre autres « facilités » de réévaluer sur quatorze années à partir de 1985 un remboursement de 20 milliards de dollars, initialement prévu sur cinq ans, il semblerait que le ministre argentin de l'Economie, Bernardo Grinspun, ait décidé lui aussi de rentrer dans le rang, en acceptant de se soumettre à de nouvelles exigences, pour obtenir des arrangements et faire face aux urgences.

Encore une fois donc, sauf nouveau retournement, les pays capitalistes ont toutes les chances d'imposer leur loi à leurs débiteurs.

Et une fois encore, également, les arrangements financiers accordés à l'Argentine, au Mexique ou à d'autres pays à l'endettement chronique (encore plus alourdi par la hausse incessante du dollar), vont se traduire pour la population par une pression accrue, des sacrifices encore plus grands.

Et pour que cesse ce pillage en grand, les peuples d'Amérique latine ou d'Afrique qui en sont victimes ne peuvent pas compter sur leurs dirigeants, même sur ceux qui périodiquement protestent, mais sur eux-mêmes, sur leur force et sur la crainte qu'ils peuvent inspirer aux puissants de la planète.

Mexique

Un accord « exemplaire »

Il y a deux semaines était annoncé un « accord exemplaire » entre le Mexique et ses débiteurs : le remboursement de sa dette allait être rééchelonné sur 14 ans, à des taux d'intérêt réduits.

Cet accord est présenté comme une récompense pour la bonne conduite du Mexique, qui a appliqué les consignes du FMI : ramener le déficit budgétaire de 17 % du Produit Intérieur Brut à 8,5 % en 1983 et 5,5 % en 1984 ; éliminer les subventions à la production et à la consommation ; assouplir le contrôle des prix ; relever les tarifs des services publics.

Cette réduction du déficit a été obtenue entre autres grâce à une chute considérable des importations, qui sont passées de 20 milliards de dollars en 1982 à 8 milliards en 1983, ce qui s'est traduit par un ralentissement général de l'activité économique.

La production industrielle a baissé en 1983 de 7,6 % par rapport à 1982. Les ventes dans le commerce de détail ont

chuté de 25 % et de 19 % dans les grands magasins.

Par exemple, on ne trouve plus d'œufs ni de lait dans les supermarchés, car les éleveurs n'ont plus de devises pour importer les aliments pour le bétail...

Alors, derrière les bilans chiffrés, il y a la réalité pour la population : une baisse générale du niveau de vie et une augmentation du chômage.

Un million de chômeurs supplémentaires sont venus s'ajouter en 1983 aux neuf millions déjà existants, sur une population active de 23 millions de personnes (la population totale est de 75 millions, et une partie de la population est sous-employée de façon chronique).

Quant à ceux qui ont du travail ils ont vu leurs horaires baisser et leurs salaires ont diminué, souvent d'un quart ou d'un tiers. Depuis la mise en place du programme d'austérité en décembre 1982, la population a vu son pouvoir d'achat chuter de 50 %.

Et là encore, ce chiffre moyen rend mal compte de la gravité des mesures d'austérité décidées pour plaire aux banquiers. C'est ainsi que la suppression des subventions de l'Etat aux produits de première nécessité s'est traduite par le fait que la « tortilla », équivalent du pain mais nourriture principale dans ce pays, a augmenté de 35 % en 1983, après avoir doublé l'année précédente.

Alors, si le Mexique est aujourd'hui félicité par les instances financières internationales, qui le montrent comme exemple aux autres pays sous-développés, la note a été payée par la population qui s'appauvrit de plus en plus, pour que les banquiers puissent continuer à gagner de l'argent. Le gouvernement mexicain, comme les dirigeants des banques, se disent inquiets des réactions de la population et de la situation sociale, qu'ils considèrent comme explosive. L'avenir pourrait bien leur donner raison ! Laurence VINON

Turquie

56 intellectuels en procès

En ce moment se tient à Ankara, en Turquie, un procès dirigé contre cinquante-six intellectuels, à qui il est reproché d'avoir signé une lettre ouverte adressée au président Evren et lui demandant... de respecter la Constitution et de rétablir la démocratie.

Depuis quatre ans que les généraux sont maintenant au pouvoir, la répression contre toute opposition est toujours aussi féroce : il y aurait cent mille prisonniers politiques dans les cachots du régime, dont cinq mille condamnés à la peine capitale.

Et selon les organisations de travailleurs turcs en France, qui appellent à l'envoi de délégations auprès de l'ambassade de Turquie, « la répression, le ratissage, la torture sont des pratiques quotidiennes » qui font « des centaines de victimes ».

San Salvador

L'armée massacre les paysans



Un soldat de l'armée salvadorienne (Ph. AFP)

« Des amas de haillons gisent encore là où des centaines de paysans pourchassés par l'armée les ont abandonnés avant de périr, abattus ou noyés, au bord de la rivière Gualsinga, à la fin d'août. Dans un ravin qui débouche sur la rivière reposent des squelettes brisés et un petit crâne gisant à côté d'un biberon. »

C'est dans ces termes que *Le Monde* rapporte la découverte d'un nouveau massacre de paysans sympathisants des guérilleros du Front Farabundo Martí, le front de libération du San Salvador.

C'est le 30 août dernier que les soldats gouvernementaux, vraisemblablement membres d'un bataillon d'élite appelé Atlacatl, ont ouvert le feu sur trois cents paysans et un petit nombre de guérilleros. Auparavant, trois villages avaient été pilonnés par l'artillerie.

Pour le moment, on a recensé 34 tués. Mais des familles entières ont disparu. Le nombre de tués pourrait être plus élevé.

Ce massacre, à mettre au compte de ceux qui ont encore le culot de se présenter comme les défenseurs du monde libre, est significatif de la guerre que mène l'armée salvadorienne pour liquider le mouvement de guérilla.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
DE NETTOYAGE (S.I.N.)
HOPITAL BEAUJON
(Clichy-La-Garenne)

DANS
LES ENTREPRISES

Les grévistes font craquer les patrons

Mardi 18 septembre, nous nous sommes mis en grève pour nos revendications :

- Une paye complète, lisible et régulière. Et la régularisation des erreurs commises depuis mars.
- 3 personnes par étage et non 2.
- 2 personnes par étage, et non une, le dimanche.
- Diminution de la coupure de 12 h à 14 h
- Paiement des heures de grève.

Nous sommes une soixantaine d'employés de la SIN à faire le ménage à l'hôpital Beaujon. L'Assistance Publique et la SIN s'entendent pour faire des économies sur notre dos.

Non seulement nous ne touchons que le SMIC mais, depuis mars, il y a eu chaque mois des retenues injustifiées sur de nombreuses feuilles de paye. Devant nos protestations répétées, les inspecteurs prétendaient que c'était la faute de l'informatique. Comme par hasard, l'informatique se trompe toujours dans le même sens, et pas pour la paye des chefs. Et ce n'est tout de même pas la faute de l'informatique si, malgré quelques chèques de rattrapage, nous n'avons pas encore pu obtenir la régularisation de toutes les erreurs depuis mars.

Les motifs de mécontentement se sont multipliés ! Depuis le retour de vacances, la SIN a décidé d'augmenter notre charge de travail en mettant seulement deux personnes par étage, là où il y en avait trois.

A cela se sont ajoutés plusieurs incidents qui nous ont montré à quels patrons nous avions affaire : refus d'explications, promesses non tenues, attitude méprisante.

C'est pourquoi nous avons décidé de nous défendre. Nous avons constitué une section syndicale CGT et nous avons élu des délégués.

A l'arrivée des dernières feuilles de paye, nous nous sommes vraiment mis en colère. Nous avons déposé un préavis de grève. Cette menace a fait changer de ton nos patrons, les jours suivants. Ils ont essayé de nous avoir par la douceur, prenant la peine par exemple de nous donner un tract traduit en arabe et en portugais. Mais, à part la promesse de veiller à l'exactitude des payes, il n'y avait rien sur les erreurs depuis

mars, rien sur les effectifs par étage.

C'est pourquoi, en assemblée générale, nous avons voté la grève reconductible et aussitôt élu un comité de grève pour assurer la direction de notre mouvement. Parmi les ouvriers élus, certains sont délégués CGT, d'autres ne le sont pas. Ce comité représente ainsi tous les grévistes.

Nous sommes une grande majorité en grève. Mardi matin, seuls quatre employés ont tenté de travailler. Mercredi, une seule. A chaque fois, une armée de chefs venus d'autres chantiers étaient là pour les protéger. Mais nous sommes venus entourer les chariots de ménage et nous avons fermement dissuadé les non-grévistes de continuer. Les dirigeants de la SIN ont tenté d'assurer eux-mêmes le nettoyage à différentes heures : à chaque fois ils ont dû renoncer, après avoir proféré des menaces et donné quelques coups.

Un de ces individus a même dit à une ouvrière : « Vous venez manger notre beefsteak, et en plus vous fichez la pagaïe ». A quoi elle a répondu : « Non, je suis venue ramasser votre merde. Le beefsteak, c'est vous qui le mangez sur notre dos, et j'en ai marre ».

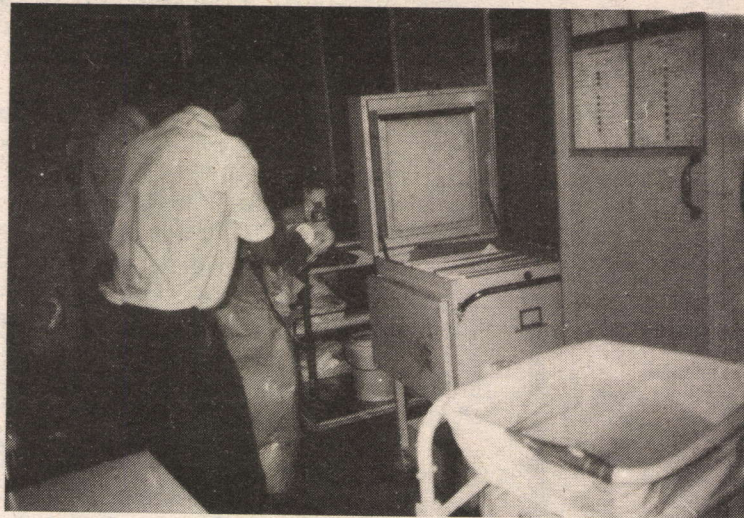
Par ailleurs, dans nombre de services, le personnel de l'AP refuse de faire le ménage à notre place. La grève rencontre la sympathie et cela se voit. Alors, devant cette détermination, un membre de la direction générale de la SIN a proposé de rencontrer le Comité de grève dès mercredi soir (jusque-là, les chefs prétendaient qu'il était en vacances). Il a cédé tout de suite sur les payes, le travail du dimanche et la coupure de midi. Mais il a refusé de payer les heures de grève. Et, sur les effectifs par étage en semaine, il a réservé sa réponse jusqu'au lendemain.

Judi 20, les travailleurs ont décidé de reprendre le travail vendredi, devant les nouvelles propositions de la direction concernant l'organisation du travail.

Tout au long de la grève, le Comité s'est réuni pour prendre les décisions, préparer les assemblées générales et rencontrer les chefs. L'Union locale et l'Union départementale CGT ont envoyé des représentants qui ont essayé de

le combattre et de reprendre la tête du mouvement sans y avoir participé auparavant. Leur tentative a échoué car nous tenons à notre Comité de grève. Comme l'a dit l'une de nous : « Cela fait deux jours que je n'en dors pas la nuit. C'est incroyable tout ce qu'on apprend quand on dirige soi-même sa grève. C'est fou ce que ça donne le moral ! »

Correspondant L.O.



Des responsables de la SIN en train d'essayer de faire le ménage... sans succès !

BRANDT-ARMEMENT

580 licenciements annoncés

Brandt-Armement, filiale du groupe nationalisé Thomson, vient d'annoncer 580 licenciements sur un effectif total de 2.400 personnes, soit un quart des effectifs.

Ces licenciements touchent toutes les usines de Brandt-Armement : La Ferté-Saint-Aubin (206 licenciements), Tulle (153), le Siège (30) et Saint-Denis (200). Pour Saint-Denis, cela revient à supprimer le secteur Armement, qui partageait les locaux avec des secteurs dépendant d'autres directions du groupe Thomson.

Bien que des bruits aient circulé depuis quelque temps, cette décision a surpris. C'est que l'Armement

qui produit des mortiers et des armes en tout genre, ne manque, hélas, pas de commandes dans un monde toujours plus ou moins en guerre !

D'ailleurs Gomez, le P-DG de Thomson, n'a pas invoqué de déficits pour justifier sa décision : il explique que, pour une fois, on n'a pas attendu qu'une entreprise soit en faillite pour licencier...

A Saint-Denis, dans tous les secteurs, même aux TEX, au MOV, DAT à HBS — secteurs non concernés par les licenciements — c'est l'inquiétude. L'armement apparaissait à beaucoup comme un secteur protégé et tout le monde se

demande : à qui le tour ?

Et effectivement la direction de Thomson administre la preuve qu'il ne suffit pas que les carnets de commandes soient pleins, que les ateliers tournent, pour qu'il n'y ait pas de licenciements. Thomson, comme des milliers de patrons grands et petits, profite de la crise pour faire faire le travail par moins de personnel — toute la production de Saint-Denis passera à La Ferté-Saint-Aubin, pourtant aussi touchée par les licenciements. Et la direction espère que la crainte du chômage fera taire tous ceux qui ne sont pas directement concernés par les licenciements.

Correspondant L.O.

CHEQUES POSTAUX

L'administration fait la chasse à l'absentéisme

Aux Chèques Postaux, l'administration ne parle pas encore de suppressions d'emplois, comme aux PTT. Mais il n'y aura encore cette année aucune embauche : les principaux concours externes ont d'ailleurs été supprimés. L'administration ne recrute plus de personnel. On se demande d'ailleurs comment elle compte remplacer les départs en retraite. Pour 1985, la direction parle de 34 créations d'emplois, sur un effectif total de 7.000 personnes. Ces emplois sont essentiellement des emplois informatisés, destinés à la Caisse Nationale d'Epargne, qui gère l'argent. Un service

également se verra renforcé, par des prélèvements dans d'autres services, c'est celui de la « liste noire » qui s'occupe des clients qui n'ont plus le droit d'émettre des chèques. Signe des temps...

Le personnel étant juste suffisant, l'administration cherche à nous garder au travail le plus possible. C'est pourquoi elle a entamé une chasse à l'absentéisme. Par exemple, elle cherche à faire pression pour que nous ne prenions pas nos « jours d'enfants malades », auxquels nous avons droit : 11 jours par an. En effet, cette année, elle a

pris prétexte d'absences pour enfants malades pour baisser les notes. Autre exemple de la mesquinerie maison : l'administration essaie de rogner sur les deux jours de délai de route lors de l'enterrement d'un membre de la famille, et demande maintenant le billet SNCF ! Enfin, les contrôles au comité médical vont se faire plus systématiquement, pour essayer de décourager les arrêts de travail.

« Travaillez davantage » : en ces temps de chômage, les directions ne connaissent pas d'autre refrain !

Correspondant L.O.

Coup de force de la municipalité RPR contre un centre de santé

Mercredi 12 septembre à 18 h 30, 250 personnes étaient rassemblées devant la mairie de Noisy-le-Grand dans la Seine-Saint-Denis.

Elles étaient venues, à l'appel du Comité de défense du centre de santé Marie-Curie, pour protester contre la fermeture, décidée autoritairement par le nouveau maire RPR, Françoise Richard.

Le centre de santé Marie-Curie avait été réalisé par la municipalité sortante, dont le maire, Marie-Thérèse Goutmann, est au Parti Communiste et fonctionnait depuis le 21 novembre 1983.

Mais si en mars 1983 M.T. Goutmann avait été réélue, les élections ayant été invalidées et refaites en mai 1984, c'est cette fois F. Richard (RPR) qui avait pris la mairie.

Le 1^{er} août 1984, prétextant que le laboratoire privé qui effectuait les analyses avait dénoncé son contrat et qu'il refusait d'en conclure un nouveau, Mme le maire décidait la suppression de l'activité prélèvement d'analyses du Centre.

Fin août, elle supprimait l'ouverture du Centre le samedi matin et signifiait à 6 secrétaires sur 7 qu'elles seraient mutées dans différents services municipaux à compter du 1^{er} septembre.

Le 1^{er} septembre, il y eut l'occupation du Centre par le 1^{er} adjoint, M. Pottiez et 2 autres conseillers municipaux, accompagnés de 3 gardes du corps. M. Pottiez interdit l'accès aux médecins venus sur place, à qui il confirmait que le Conseil municipal du 12 septembre déciderait de la fermeture du Centre et du licenciement du personnel médical et para-médical pour le 24 septembre.

Ceci concerne 11 médecins, dont 8 spécialistes, 1 radiologue, 3 dentistes et 8 infirmières et assistantes.

Aussitôt un Comité de défense animé par les usagers du Centre se mit en place et adressait une lettre ouverte aux

conseillers municipaux leur demandant de maintenir le fonctionnement.

Dans une réponse à cette lettre, le 1^{er} adjoint indiquait : « Il n'est pas question pour notre famille d'esprit d'accepter une socialisation de la médecine ».

Ce qui confirme aux habitants de Noisy-le-Grand qui utilisent ce centre (5.000 dossiers ouverts à fin août 1984, sur 43.500 habitants) que ce sont des médecins privés qui ont fait pression sur la municipalité pour que ce dispensaire qui leur fait concurrence soit fermé.

Au centre Marie-Curie en effet, où de nombreux spécialistes exercent, on pratique la politique du « tiers payant ».

Et à Noisy-le-Grand il n'y a pas d'hôpital, il y a un seul ophtalmo, un seul ORL et un seul dermatologue. On comprend pourquoi la fréquentation du centre de santé était importante.

La municipalité de droite met en avant le coût du Centre. En fait il a coûté 12 millions de francs (financés en grande partie par le département et la région) et son budget de fonctionnement aurait représenté, pour 1984, 1,7 % du budget total de la municipalité.

Les usagers regroupés dans le Comité de défense ont pu le 12 septembre, dans un premier temps, assister à la séance du Conseil municipal, à qui ils ont demandé des comptes. Pour toute réponse le maire, Mme Richard, les a traités de « fraudeurs-voleurs » et a fait appel aux forces de l'ordre pour les faire évacuer.

Le Conseil municipal s'est alors réuni à huis clos pour voter la fermeture du centre de santé.

Bien entendu, le Comité de défense n'est pas décidé à en rester là. Il a rassemblé plusieurs milliers de signatures de Noiséens et les a informés à l'aide de tracts, affiches, panneaux. Donc une affaire à suivre.

Correspondant L.O.

Lycée d'enseignement professionnel Sixte-Vignon (Tarbes)

Première leçon de « lutte » de l'année

Le LEP Sixte-Vignon à Tarbes est un établissement surchargé, où l'administration, face aux problèmes du chômage, n'a pas hésité ces derniers temps à entasser le maximum d'élèves, notamment en autorisant beaucoup d'élèves à y faire une quatrième année après leur premier CAP, sans pour autant augmenter ou même maintenir les structures d'accueil en matériel, en locaux ou en personnel. Ainsi cette année étaient prévus 8 postes en mécanique automobile, au lieu de 10 l'an dernier.

Lors de cette rentrée, les professeurs déploraient donc des effectifs trop chargés dans les groupes d'atelier.

Il aura cependant fallu l'enthousiasme et la volonté de leurs élèves pour réussir là où toutes les palabres des syndicats de profs restaient impuissantes...

Le mercredi 12 septembre, après 2 jours de grève des élèves, l'inspection académique des Hautes-Pyrénées découvrirait qu'elle pouvait octroyer un poste supplémentaire de

professeur de mécanique automobile.

Content d'avoir fait reculer l'administration, les élèves ont alors décidé de reprendre les cours, tout en continuant à réclamer un professeur de mécanique générale supplémentaire.

Et s'il y a une chose qu'ils ont déjà apprise à l'école cette année, c'est que seule la lutte paie !

Correspondant L.O.

Les travailleurs en colère



Les travailleurs bloquent le lancement du Yumbou (Ph. AFP)

La situation se tend dans les chantiers navals de La Seyne et de La Ciotat, entre Marseille et Toulon.

La direction des chantiers Nord-Méditerranée va procéder, avec l'accord du gouvernement, à une restructuration, avec d'un côté une division Sud comprenant les chantiers de La Seyne et de La Ciotat, et de l'autre une division Nord pour les chantiers de Dunkerque. Cela devrait se traduire par des suppressions d'emplois ou, comme le dit la direction, « par une inévitable diminution d'emploi... sans licenciements ».

Aussi mercredi 12 septembre, lors d'une assemblée générale appelée par l'intersyndicale, la CGT proposait aux sept cents travailleurs présents de bloquer le lancement du bateau Yumbou, prévu pour le lendemain, afin de faire pression sur la direction et obtenir des commandes.

Et le jeudi 13 septembre, à 16 heures, nous nous sommes

regroupés à près de 250 sur la passerelle devant le bateau, empêchant le lancement. Et quand les sirènes des grues qui annoncent habituellement les lancements, se sont mises en marche, on a pu assister au lancement effectif d'un autre bateau : une maquette en bois remorquée par quatre délégués. Le lancement du bateau *Espoir* avait eu lieu...

Mais ce n'était encore qu'un commencement. Le 18 septembre, des centaines de travailleurs de La Seyne ont envahi et mis à sac les locaux de la Normed. Et le 19 une grande manifestation allait des Chantiers jusqu'à la préfecture du Var, à Toulon, avec l'union sacrée des élus, députés, maires, conseillers généraux, communistes, socialistes, UDF, RPR, avec même un évêque. Ce rassemblement hétéroclite montre que les élus ont senti le vent.

Mais il va falloir le faire souffler encore plus fort.

Correspondant L.O.

AFO (Saint-Nazaire)

Les travailleurs n'acceptent pas les licenciements

Dans la réparation navale aussi, les patrons et le gouvernement envisagent de licencier. Sur un effectif de 3 600 salariés, ils veulent supprimer 700 emplois, dont 208 à Dunkerque, 234 à Brest, 101 à Saint-Nazaire (dont 28 départs en pré-retraite).

A Saint-Nazaire, les travailleurs des AFO n'ont pas attendu d'avoir la liste pour entrer en lutte. Depuis l'annonce des licenciements, les travailleurs montrent leur détermination à ne pas les accepter. Ils n'ont pas hésité à prendre en otage un bateau, le *Méthania*. Et c'est à une très large majorité qu'ils l'ont bloqué.

Cela ne les empêche pas dans le même temps d'aller demander des comptes aux élus locaux. Le député Evin, socialiste, a réussi à se faire particulièrement remarquer... malgré lui ! A l'issue d'une assemblée générale devant l'Hôtel de ville, les travailleurs ont demandé à le voir. Son secrétariat a fait savoir qu'il n'était pas là. Mais, connais-

sant l'oiseau, les travailleurs ont voulu vérifier eux-mêmes. Et effectivement, ils n'ont pas mis longtemps à le débusquer. Il a bien fallu qu'il se mette à table et il a dû finalement s'expliquer devant l'ensemble des travailleurs. Il n'a pas pu s'empêcher de se plaindre. Pour lui, « tout le monde tapait sur le gouvernement ». Et puis, voyez-vous, « il a mal au cœur de voir des gars partir à 50, 51 et 52 ans ».

Mais ces jérémiades n'ont impressionné personne. Au contraire. Les ouvriers lui ont dit qu'ils « en avaient assez de ces discours, de ces parolottes, et qu'ils voulaient des actes ».

D'autant que, les travailleurs l'ont appris, Evin savait depuis juillet qu'il y aurait 101 licenciements à Saint-Nazaire. Et il s'est bien gardé d'en faire part plus tôt.

En tout cas, jusqu'à ce jour, le *Méthania* est bloqué et les travailleurs n'ont pas l'intention de laisser passer les licenciements.

Correspondant local

DANS LES ENTREPRISES



HISPANO-SUIZA (Bois-Colombes)

Réduction du temps de travail... façon Hispano-Suiza

ois de juin dernier, la
a lâché une réduction
d'une heure de temps
l. Ca n'a pas été sans
y a eu la grève de juin-
par la direction s'est
à payer cette réduction

contrôler ses horaires, les faire
accepter par les pointeaux, et
beaucoup de temps aussi pour
essayer de comprendre quel-
que chose à notre feuille de
paye pour être sûr de ne rien
perdre.

Cette réduction d'horaire
nous a fait passer de 38 heures
par semaine à 37 heures. Ces
37 heures sont payées 37. La
base du salaire a donc baissé
d'autant, soit 1 heure. Avec
elle, le montant de toutes les
primes indexées sur la base a
également baissé, et la perte
d'argent peut se chiffrer entre
300 et 500 francs.

Mais la direction ne s'est
pas contentée de baisser notre
salaire. Elle cherche à nous
rentabiliser au maximum en
nous obligeant à faire en réa-
lité 37 h 30 par semaine. Elle a
trouvé pour cela un système
tordu : elle ferme l'usine trois
jours par an (à des dates choi-
sies par elle), qu'il faut récupé-
rer de façon à faire en moyenne
37 h 30 hebdomadaires ; elle ne
paie pas la demi-heure supplé-
mentaire. La première est tom-

bée le 13 juillet. De plus, la
direction a décidé de fermer
l'usine une demi-journée tous
les deux mois, demi-journée
qu'il faut récupérer sur ces
deux mois. La date de la demi-
journée est également à la dis-
crétion de la direction. Nous
avons eu droit à ce nouveau
système le 6/07 pour
juillet/août et le 7/09 pour
septembre/octobre.

Désormais, nous devons
entamer une période de deux
mois avec un débit de 3 heures
que nous devons à la direction
avant même d'avoir commencé
à travailler ! Et comme tout
cela est calculé par un ordina-
teur relié aux badgeuses peu
précises et rarement mises à
jour, nous devons surveiller
tous les jours nos horaires de
travail à la minute près, récla-
mer des explications aux poin-
teaux, qui doivent pour ainsi
dire refaire toutes les payes à
la main (vive le progrès !), si
nous ne voulons pas laisser de
nouvelles plumes dans cette
réduction du temps de travail.

Correspondant LO.

UGEOT - Sochaux

Sur un an. baisse des salaires réels

le début de l'année
taux des salaires a
té de 2 %. Le 1er avril,
la direction avait
1 % d'augmentation,
p avaient cru au canu-
s non, ce n'est pas le
la maison. La preuve
qu'au 1er septembre,
core 1 % d'augmenta-
ulement qui a été
La réflexion unanime
« Peugeot se fout de
Et, fait nouveau, il y a
mots d'indignation
maîtrise.

s feuilles de paye, des
urs ont constaté que

leur revenu net imposable de
fin août 1984 était inférieur à
celui d'août 1983, de sommes
allant de 6.000 à 2.000 francs
selon les catégories.

Cette baisse du revenu net
sur un an vient des primes,
réduites à un cinquième de leur
valeur (700 F au lieu de
3 500 F), du cumul de dix-sept
jours chômés par les ouvriers
de fabrication (qui ont ainsi
perdu 1.500 à 2.000 francs) et
de neuf jours de chômage pour
les P 3 (qui ont perdu de ce fait
1.000 à 1 500 francs).

Mais tout ne baisse pas chez
Peugeot : le prix des voitures a

augmenté de 6,7 % en
moyenne depuis début 1984,
les charges de travail sont en
hausse, bien sûr, puisque les
effectifs sont en baisse. Pour
finir, la direction annonce que
sa situation financière se
redresse.

Avec l'annonce de trois nou-
veaux jours chômés pour octo-
bre et les menaces de licenci-
ements comme à Talbot et
Citroën, il n'y a que l'inquié-
tude des travailleurs et leur ras-
le-bol qui puissent être en
hausse.

Correspondant LO.

RHÔNE-POULENC (Pont-de-Claix)

Des acquis précaires

En mai-juin, à l'usine
Rhône-Poulenc de Pont-
de-Claix, à l'initiative de la
CGT, des débrayages de
deux heures par équipe
étaient organisés dans
une quinzaine de services,
à tour de rôle, sur des
revendications spécifi-
ques à chaque atelier. Les
travailleurs trouvaient cela
pas mal : « *Ca ne coûte
pas cher, disait-on, et ça
bloque la production* »
(pendant 32 heures mini-
mum). Après avoir
menacé, si ça continuait,
de faire sauter la journée
complète (la production
étant arrêtée) la direction
s'est contentée de retirer
les deux heures de grèves.
Dans le même temps elle
discutait des revendica-
tions, lâchant un peu de
lest ici ou là, mais aussi
essayant à chaque fois de
faire entériner par les sala-
riés la remise en cause
d'avantages spécifiques
ou l'augmentation de la
charge de travail.

A l'Electrolyse par
exemple, où les travail-
leurs des salles
débrayaient deux heures
pour obtenir un coefficient
supérieur pour tous et une
prime de montage d'une
nouvelle série, elle accor-
dait le passage de dix ou-
vriers du coefficient 150
au 160, avec une augmen-
tation minimum de 100 F
avant la fin de l'année, et
le versement d'une prime

exceptionnelle de 400 F au
mois de juillet, si les tra-
vailleurs acceptaient en
contrepartie que, pour tout
nouvel embauché ou muté
d'un autre service, la
prime de chaleur soit dimi-
nuée de 100 F par mois.
Condition que les salariés
ont acceptée, ainsi que la
CGT.

Ce système s'était déjà
pratiqué à plus grande
échelle en juillet 1983 où à
la suite d'un accord de
réduction du temps de tra-
vail de 38 h 30 à 37 h 30
pour les mille personnes
qui travaillent en feu conti-
nu, la direction avait
obtenu la signature de la
CFDT et de la CGC, afin de
diminuer en contrepartie
la prime de feu continu. Et
là aussi, afin de mieux
faire avaler la pilule, les
anciens se voyaient main-
tenir les deux tiers de
cette prime. Cela signifie
que tout nouveau promu
ou nouvel embauché (cela
est moins probable) tou-
chera près de 2.500 F de
moins à l'année que ses
camarades ayant la même
classification.

Ces mesures vont ajou-
ter à la disparité des sala-
ires pratiqués dans cette
usine, quand on sait qu'au
même coefficient (et il y
en a cinq rien que pour les
ouvriers) les écarts peu-
vent atteindre 1.000 F par
mois.

Correspondant LO.

ALSTHOM Belfort

Pour 1985, toujours plus... de suppressions d'emplois

D'après le directeur de
l'usine, Bernard Dufour, l'usine
Alsthom de Belfort compte
actuellement 7.500 salariés. Et
d'après son directeur, « *c'est
une usine qui a de l'avenir* ».
C'est sûrement aussi ce que
pensent les actionnaires
d'Alsthom-Atlantique qui, en
1983, ont vu leurs dividendes
augmenter de 11 %. Mais cela
ne veut pas dire qu'elle sera
épargnée par les vagues de
suppressions d'emplois. Ber-
nard Dufour a annoncé la cou-
leur : « *On ne peut pas durable-
ment mesurer le succès d'une
usine à son nombre
d'employés* », a-t-il déclaré
dans une interview parue le 15
septembre dans un journal
local, *L'Est Républicain*.

Or, cette année déjà, les sup-
pressions d'emplois ont com-
mencé : 427 travailleurs âgés
de plus de 55 ans vont partir en
contrat Fonds national pour
l'emploi, à quoi il faut ajouter
cinquante licenciements éco-
nomiques. 'D'autre part
l'ensemble du personnel,
excepté les cadres, aura eu
huit jours de chômage partiel,
ce qui représente une perte

annuelle de salaire de plus de
1.000 F pour les ouvriers. De
plus, sur les 134 jeunes qui sor-
tent cette année du centre de
formation des apprentis de
l'usine, 114 sont à la rue, les 20
restant étant admis en troi-
sième année.

Pour 1985, c'est la même
politique de dégraissage qui va
continuer, et peut-être même
en pire. Le directeur annonce
déjà un nouveau contrat FNE
qui concernerait 400 personnes
supplémentaires, encore plus
de chômage partiel et les pro-
positions de formation préconi-
sées par Laurent Fabius sont à
l'étude. Mais pour Bernard
Dufour « *l'optimisme est donc
de rigueur* » car, a-t-il précisé
auparavant : « *On vendra de
plus en plus de savoir-faire, des
licences plutôt que des pro-
duits* ».

Autrement dit, les capitalis-
tes d'Alsthom-Atlantique ne
sont pas trop inquiets pour
leurs profits. Les travailleurs,
eux, ne voient pas l'avenir sous
les mêmes auspices et ils n'ont
pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO.

STRAFORD Strasbourg

DOUCHE ÉCOSSAISE

Durant les six premiers mois de l'année, la direction de Strafard nous a fait le coup de la catastrophe imminente pour justifier les nombreuses mutations à l'intérieur de l'usine et dans d'autres usines du groupe. Les murs, les portes des bureaux et même certaines presses ont eu l'honneur d'un bon coup de pinceau, vu qu'il y avait peu de production. Tout au long de l'année il y a eu de nombreux licenciements individuels, des appels à la démission avec une prime allant de 2 à 5 millions d'anciens francs selon l'âge, des départs en pré-retraite. Durant le mois de juillet la direction faisait encore convoquer, liste en main, une série d'ouvriers qu'elle avait dans le collimateur pour les pousser à démissionner, mais personne n'a marché à l'intimidation. Toute cette politique a eu comme conséquence de diminuer le nombre des ouvriers de 120 sur 800. Mais depuis le retour des congés, le

langage a changé, les chaînes tournent au maximum et plusieurs chaînes de montage travaillent tous les samedis. La semaine dernière la direction a fait circuler une note avec projet de modulation d'horaire qu'elle proposait aux syndicats CGT, CFDT et CSL. En effet à la production nous travaillons en 2x8. Les ouvriers de l'Entretien, de l'Outillage et de l'Expédition travaillent en normale. Or le patron voudrait rapidement avoir les mains libres avec l'aval des syndicats pour adapter plus soupagement les horaires aux besoins de la production. Il voudrait imposer 6 horaires différents, allant de 44 heures avec travail obligatoire le samedi, en période de boum, à 34 heures par semaine pour les périodes creuses. Des heures supplémentaires devraient équilibrer les périodes où nous serions en sous-activité. Et il est précisé qu'il serait impossible de prendre le moindre jour de récupération en dehors des

périodes « creuses ».

Dans les ateliers, les premières réactions étaient vives : « Pendant des mois ils voulaient nous voir dehors, en disant qu'il n'y avait pas de boulot. Maintenant il faut venir à 5 heures, quitter à 22 heures 45, et le samedi en plus. Pas question ! Ils n'ont qu'à embaucher nos fils au chômage depuis deux ans ! » entend-on, ou encore : « Ils racontent n'importe quoi, on ne va plus les croire. C'est toujours pour leurs poches ! Ils se foutent de nous et nous prennent pour des tapis ».

Quelques travailleurs ont demandé à des délégués ce qu'ils comptaient faire. Pour l'instant, ni la CGT ni la CFDT n'ont l'intention de signer ce protocole. La CGT fait circuler une pétition pour voir ce que les travailleurs comptent entreprendre avec elle contre ce projet.

Correspondant LO

CNAV (Caisse nationale vieillesse) Paris 19^e

ON EFFACE TOUT...

Il y a quelques semaines, un incident à l'Informatique a provoqué l'effacement de certains fichiers concernant les comptes des salariés qui attendaient la liquidation de leur retraite.

Tout d'abord, on s'est aperçu que les comptes « cotisations-salaires », qui sont essentiels pour le décompte du nombre d'années de travail et pour l'évaluation des dix meilleures

années, avaient été effacés. Il a fallu plus de trois semaines pour récupérer tout cela, retardant d'autant le paiement des pensions.

Mais la direction n'avait pas fait procéder à une vérification des données informatiques qui avaient pu être touchées par la panne. Au contraire, elle a tout fait pour ne pas ébruiter cette histoire. A l'intérieur même de la Caisse, plusieurs services

directement concernés n'ont été mis au courant qu'en... voyant les aberrations dans les comptes des assurés.

En réalité, les dégâts ont été bien plus importants. Certains assurés ne se sont aperçus qu'après coup que le calcul de leur pension comportait des erreurs. Et la direction, bien sûr, s'était bien gardée de les prévenir de quoi que ce soit.

Correspondant L.O.

SNECMA - Gennevilliers

Les 37 heures, aux travailleurs de les imposer

A la SNECMA Gennevilliers, nous sommes passés durant l'année 1984 à 38 heures. Mais cette réduction du temps de travail n'a été compensée qu'à 70 %. Et dans l'accord qui avait été signé il y a quelques mois entre la direction générale et le syndicat CFDT sur le centre, il était prévu que des négociations s'ouvriraient début 1985 pour une réduction à 37 heures. Eh bien ! la direction de la SNECMA vient de montrer l'importance qu'elle

donne à ce genre d'accord. Dans une note de service, elle précise qu'une réduction du temps de travail lui semble « inopportune » mais que, si les syndicats y tenaient, elle était prête à négocier. Mais attention, elle a en même temps précisé que de toute manière cette 37ème heure ne serait pas du tout compensée, et qu'il faudrait produire autant avec une heure en moins, concurrence oblige. Et que cela n'était pas négociable. Du coup la CFDT,

qui avait vanté cet accord comme étant un très bon accord, se retrouve maintenant le bec dans l'eau. Pour la CGT, sur le centre, c'est un peu différent puisqu'elle n'avait rien signé.

Mais il reste que, si on veut ces 37 heures sans diminution de salaire, il faudra l'imposer. Et la direction montre bien, en reniant ses propres engagements, qu'elle ne comprendra que ce langage.

Correspondant L.O.

BERNARD MOTEURS (Rueil)

La direction prépare de nouveaux licenciements

Bernard-Moteurs, filiale de la Régie Renault, a annoncé son intention de déposer une demande de licenciement économique concernant 389 personnes, soit la moitié de l'effectif de l'entreprise.

Ces suppressions d'emplois sont liées au prochain abandon de l'activité « loisirs » : tondeuses, motoculteurs, tronçonneuses... activité qui est, nous dit-on, déficitaire.

L'année dernière, la direction avait déjà licencié 57 personnes en prétendant, au contraire, qu'il fallait abandonner certains types de moteurs industriels pour axer essentiellement la production vers les produits de loisirs (présentés à l'époque comme les seuls débouchés possibles).

Il paraît que la direction s'était trompée de « stratégie »...

On pourrait penser que, pour une telle incompétence, ce sont ces messieurs qui mériteraient cent fois d'être licenciés. Mais ils demandent non seulement que leur soit reconnu « le droit à l'erreur », mais en plus le droit de faire payer leurs erreurs aux travailleurs. Car c'est encore une fois par des licenciements que la direction compte redresser son bilan financier.

Bien sûr, elle dit que, sur les 389 postes supprimés, tous ne seront pas réellement licenciés. D'abord, il y aura 81 départs en pré-retraite FNE,

concernant les personnes âgées de 55 ans et plus, Bernard-Moteurs filiale Renault, il y a mutations à la Régie nous pouvons constater Renault n'a pas l'intention de reclasser beaucoup de personnes puisqu'il est question d'une centaine de mutations — y compris 80 personnes qui se disent « en prêt » chez Renault depuis un an. Il restera plus de 200 personnes cas ne serait pas réglés.

A part de vagues promesses de rechercher des emplois à l'extérieur du Renault, la direction des départs volontaires une prime de 50.000 francs pense qu'environ une centaine de personnes partiront ainsi (ce qui n'est vraiment pas cher d'autant plus que nous apprenons que Renault étai acheter le coureur Nick 2,5 milliards de francs).

Pour ceux qui restent, la direction, une fois passé le délai légal de réflexion transmettra le 20 décembre demande de licenciement pouvoirs publics...

Voilà le plan de la direction.

Pour l'instant, parmi les travailleurs, c'est l'inquiétude qui prévaut. Mais rien n'est encore joué, et il n'est pas exclu qu'ils laissent faire ce coup passivement.

Correspondant

CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers)

Licenciements, ça continue

Fin juillet, à la veille des vacances, la direction a annoncé sa décision de supprimer 14 emplois dans les services de Fabrication. Quelques mois auparavant, elle avait fait savoir que la Fabrication serait transférée à Amiens d'ici début 1985. On le voit, sa façon de procéder au déménagement c'est : on embarque les machines et on débarque les ouvriers.

Pour accélérer le mouvement, elle offre 6 millions de centimes à ceux qui partent volontairement. Donc à peu près un an de salaire. Mais avec, au bout, ce qu'elle oublie de dire, la

perte des droits à la retraite.

Cela fait des années que la direction du Carbone-Lorraine supprime des emplois sans que l'on sache qu'elle a l'intention de continuer.

Les patrons du Carbone-Lorraine sont peut-être incapables de faire tourner l'entreprise mais ils savent tout de même faire des pertes. Alors, il n'y a aucune raison pour que ce soit nous les ouvriers qui restons sur le carreau quand que ses gestionnaires engrangent les bénéfices.

Extrait du bulletin OUVRIÈRE CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers 92).

« Une rumeur d'éléphant »

d'Alain Gerber

Alain Gerber, auteur entre autres des romans *Le faubourg des coups de trique* où il évoquait la vie des faubourgs ouvriers de Belfort, ou *Le jade et l'obsidienne*, fresque de la vie des Aztèques du 16^e siècle, aime, semble-t-il, à cultiver les genres différents. Avec son nouveau roman *Une rumeur d'éléphant*, c'est au genre humoristique qu'il s'essaye.

Aussi a-t-il imaginé un ghetto juif quelque part en Europe centrale, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Là, vit la famille Naftali qui connaîtra la montée du fascisme, la guerre, et la venue de « temps nouveaux » sous domination, on le devine, des troupes soviétiques. Le jeune Vimlo, héros et narrateur du roman, malingre et sournois comme dit son père, n'a pas la vie facile entre un père mystique, une mère si effacée qu'elle se confond avec les murs de sa cuisine et un frère mal embouché (et à la verve un peu trop gouailleuse du titi parisien). Pour se tirer d'un mauvais pas, il invente l'exis-

tence d'un éléphant que toute la communauté finira par voir, vénérer et même aduler. A partir de ce mensonge éhéméroscopique qui devient la fable de tout le roman, Alain Gerber laisse libre cours à ses inventions cocasses qui s'accumulent et foisonnent tout au long du roman. Une fois la logique rompue et une fois cela admis par le lecteur, aucune loufoquerie, aucun rebondissement rocambolesque ne paraissent démesurés et il n'y a plus qu'à se laisser submerger par cette cascade d'événements et de situations aussi saugrenus qu'énormes.

Alain Gerber est prolifique. Emporté par sa verve et accumulant des trouvailles pour le seul plaisir des trouvailles, il en fait même un peu trop.

Au bout du compte, cela donne tout de même un roman drôle et souvent plein de fantaisie.

Marie ANTONIN

Une rumeur d'éléphant d'Alain Gerber, Ed. Robert Laffont, 460 p., 85 F.

« La belle âge »

de Lionel Rocheman

La « belle âge », c'est l'adolescence de Lionel Rocheman, écrivain, humoriste et acteur, qui avait 11 ans en 1939 et donc a vécu son adolescence pendant la Deuxième Guerre mondiale, petit Juif de Belleville.

Ses souvenirs et émotions d'adolescent, particulièrement préoccupé par les aventures féminines, constituent la trame du livre. En toile de fond, la déportation de son père et d'une partie de ses proches, les exactions de la police française et des milices pétainistes contre les Juifs, sa participation dans les dernières années de la guerre à la Résistance, à Guéret, dans le centre de la France, où il s'était réfugié avec sa mère et sa sœur. Rocheman raconte les choses, comme il les a vécues, comme il les a senties à l'époque, en

mêlant les petits faits et les grands événements. Le livre est plein d'anecdotes qui donnent un peu l'ambiance de l'époque en particulier dans la campagne française.

L'auteur raconte aussi qu'il s'est engagé par la suite aux côtés du Parti Communiste, sans qu'on sache pourquoi, pas plus qu'on ne sait d'ailleurs pourquoi il l'a quitté plus tard.

Il ne s'agit donc ni d'un livre d'histoire, ni d'un reportage sur cette période mais d'un livre de souvenirs, souvent émouvants, parfois intéressants et, malgré tous les drames de ce temps, ironique et même drôle.

Laurence VINON

La belle âge de Lionel Rocheman, collection Encre, 348 pages, 75 F.

REEDITIONS

« Cacao »

de Jorge Amado

Les éditions Stock viennent de rééditer ce vieux roman de Jorge Amado, romancier brésilien, lié au Parti Communiste, paru en 1933.

Cacao raconte l'histoire de Sergipano, fils d'une famille petite bourgeoise ruinée du Sergipe, une région au nord de Bahia. Il est contraint de se « louer » dans une plantation de cacao dans le sud de sa région. Se « louer », c'est déjà une humiliation que ressent Sergipano, « j'étais rabaissé à bien moins qu'un homme ».

« J'ai voulu seulement conter la vie de ces travailleurs des plantations de cacao » dit

Amado. Et son récit est avant tout une dénonciation de l'exploitation de ces travailleurs par les grands propriétaires féodaux.

Dès l'âge de cinq ans, les enfants aux ventres ballonnés viennent dans les champs aider leurs parents. Les salaires sont juste suffisants pour vivre. La vie de ces travailleurs est celle de forçats.

Ces hommes et ces femmes « apprennent la haine du patron ». Certains se posent des questions et « sentaient que quelque chose pouvait changer ». « Un jour viendra », disent-ils. Qui apportera quoi ? Ils ne le savent pas. Sergipano, lui, sait qu'il hait

la misère de cette vie, il ne veut devenir ni contremaître, ni patron, comme il en aurait la possibilité. Il veut être fidèle à sa classe et quitter la plantation « heureux et propre ».

Les personnages d'Amado, et en particulier celui de Sergipano, semblent parfois un peu naïfs, marqués par l'ouvriérisme un peu caricatural des romans de la période stalinienne. Mais ils sont chaleureux. Et on se sent solidaire de leur révolte contre l'exploitation.

Annie DESCHAMPS
Cacao de Jorge Amado, Ed. Stock, Bibliothèque cosmopolite, 36 F.

Confessions d'un enfant de La Chapelle

d'Albert Simonin

Albert Simonin (1905-1982) est connu pour ses romans policiers et son style argotique. La collection Folio réédite ses souvenirs d'enfance, les *Confessions d'un enfant de La Chapelle*. Pas besoin pour les lire de connaître par cœur *Le petit Simonin illustré* ou d'avoir potassé *La méthode à Mimile* de son collègue Alphonse Boudard. Certes, les mots d'argot ne manquent pas, mais pas plus que les expressions imagées et poétiques, pour faire le portrait du quartier populaire de La Chapelle, dans le 18^e arrondissement de Paris, avant, pendant et après la guerre de 1914-1918.

Entre la rue Riquet, la place Hébert et la gare de La Chapelle, c'est tout un quartier que Simonin fait revivre, avec ses rues, ses logements, sa nourriture, son hygiène, ses métiers, ses distractions et ses amours. De nombreux personnages sont évoqués avec tendresse. On suit l'auteur jusqu'à l'âge de 17 ans, et en particulier ses difficultés à se faire embaucher, ses multiples apprentissages

et la déveine tenace qui s'abat sur lui à l'improviste, dans cette société « vachâtre ».

Ces souvenirs vivants, humoristiques et sans préten-

tion font un livre bien sympathique.

Vincent GELAS
Confessions d'un enfant de La Chapelle d'Albert Simonin, Ed. Folio, 284 p., 22 F.



MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

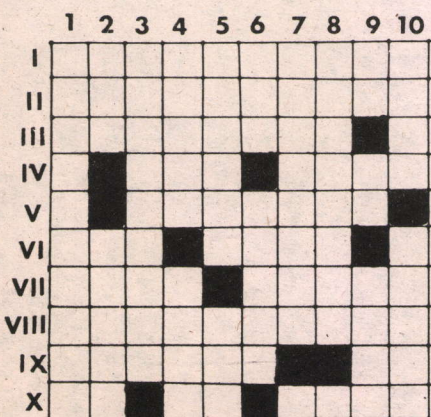
I. Arrose la rive droite de la Saône — II. Filiforme — III. Substance agressive pour l'organisme — IV. A moitié ingénu - Eau précieuse — V. Sont indéniablement — VI. Groupement d'Etats - Voies — VII. Comte de Paris - Que je fasse du mal — VIII. Revient régulièrement au fonctionnaire — IX. On les piétine - Marque l'alternative — X. Héros imaginaire - Liaison - Rondeur.

VERTICALEMENT

1. Se boit ou se mange — 2. Chevalier variable - Un peu acide — 3. Trompe un détecteur — 4. Ville de Savoie - Etat des Iles britanniques — 5. Transformateur pour coupler les circuits radio-électriques - Récepteur réfractaire — 6. Cri d'encouragement - Satellites — 7. Revêtement de sol — 8. Incapacité d'engendrer — 9. Privatif - Des sans-cœur - Marginal — 10. Plante purgative - Butée.

Solution du problème précédent

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	I	T	O	Y	E	N	N	E
II	I	C	A	R	E	O	R	I	
III	M	O	N	A	S	T	E	R	E
IV	E	N	L	R	L	S	E		
V	S	E	N	E	G	A	L	A	I
VI	S	A	E	V	E	P			
VII	P	R	A	L	A	S	E	C	
VIII	O	B	I	S	I	E	C	L	E
IX	R	A	N	G	L	A	I	E	S
X	T	R	E	V	E	U	E	S	



« Messieurs » les ronds-de-cuir de Georges Courteline

Mise en scène
Régis Santon



On se croirait dans un monde de fous dans ce bureau: le plus vieil employé ronfle bruyamment, affalé sur sa table, et il ne se réveille que pour aller « aux commodités », le deuxième joue de la trompette, quant au troisième, qui est rarement présent, il partage son temps entre les chamailleries avec son vieux collègue âgé et les visites de sa petite amie; entre les deux, il daigne parfois recopier des lettres. Heureusement que dans le bureau d'à côté certains travaillent comme des fous!

Les lettres recopiées en plusieurs exemplaires et qui ne servent souvent pas à grand-chose, les dossiers égarés, le j'm'en-foutisme de certains hauts cadres, Courteline se moque avec beaucoup d'humour de la pesanteur, de la lenteur administrative et de son mépris du public. Lui-même

s'y connaissait puisqu'il avait travaillé quatorze ans dans l'administration, après avoir débuté en 1880 au ministère de l'Intérieur... au service des cultes.

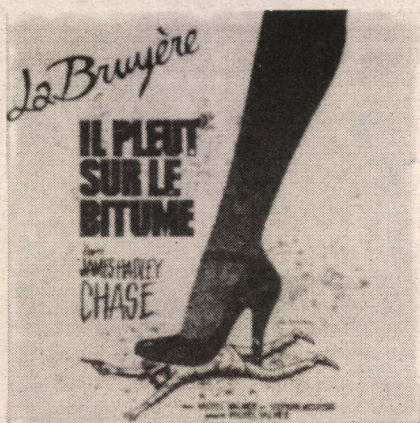
Courteline s'amuse, et nous amuse, avec les avatars de ses « ronds-de-cuir » car si la photocopieuse, les dactylos, les perforatrices ont remplacé les employés aux écritures et si le rythme du travail s'est considérablement accéléré, bien des critiques moqueuses de Courteline n'ont pas vieilli. Alors on rit souvent, et de très bon cœur, car les acteurs sont tous excellents.

Un très bon spectacle.
Joëlle GERARD

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 75009 Paris, (Métro Blanche). Tél.: 281.00.11.
Places: 110 F, étudiants et moins de 25 ans: 50 F.

Il pleut sur le bitume

D'après
James
Hadley Chase



Cette pièce est un polar musical. Le héros Georges Fraser est un pauvre type. Vendeur qui fait du porte à porte, paumé, solitaire, il ne commence à vivre que quand il dort ou rêve tout éveillé. Alors, ses rêves le mènent à Chicago où il se voit dans la peau d'un gangster respecté, riche et adulé par les femmes, en dur qui n'a peur de personne.

Pour son malheur, il rencontre Cora, une femme sans scrupules, qui entreprend de se servir de lui pour faire fortune. Et voilà Fraser contraint à jouer dans la réalité le rôle de ses rêves, lui qui a peur de sa propre ombre.

La pièce est un mélange de rêves et de réalité, et bien souvent on n'arrive pas à faire la part du réel et de l'imaginaire, ce qui rend l'histoire difficile à suivre. Mais cela a peu d'importance car ce qui compte surtout c'est l'ambiance de roman noir qui domine, rythmée par la musique et les chansons.

La première partie de la pièce se traîne un peu, par contre la seconde partie se laisse voir avec plus de plaisir.

Marie-Claude SOLAC

Théâtre La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 75009 Paris.
Prix des places: de 60 à 110 F.
Etudiants: 45 F.

Samedi 22 septembre

TF1 23 h. *Droit de réponse* de Michel Polac Astérix contre la Joconde.

Qu'est-ce qui intéresse les jeunes? Ont-ils une culture à eux qui s'opposerait à la culture classique? C'est à ces questions que répondront les invités de Michel Polac.

Dimanche 23 septembre

TF1 19 h. *Sept sur Sept* Magazine de l'information, dont l'invité est cette semaine Philippe Piret. Les sujets abordés dépendront de l'actualité de la semaine.

A2. 19 h. *Le mystérieux docteur Cornelius*.

Deuxième épisode de ce feuilleton qui nous promet de nous plonger en pleine action et en pleine folie dans une lointaine contrée d'Amérique. D'après le roman de Gustave Le Rouge.

TF1 20 h 30. Film: *Le voyou* de Claude Lelouch avec Jean-Louis Trintignant.

Un « policier » à la Lelouch avec une intrigue à tiroirs, des retours en arrière, et des pièges pour le spectateur.



A2 21 h 50. *Opéra Sauvage: Singapour*.

Une émission de Frédéric Rossif consacrée à Singapour où Chinois et Indiens vivent, paraît-il, dans la plus parfaite harmonie.

FR3 22 h 30. *Cinéma de minuit*.

Profession reporter de M. Antonioni, avec Jack Nicholson.



Pour changer de peau, un reporter adopte l'identité d'une connaissance de passage morte subitement. Mais fuir sa vie n'est pas chose facile, et le reporter va de déception en déception.

Lundi 24 septembre

TF1 20 h 35. *Téléfilm américain: Le cauchemar aux yeux clairs*.

Ce téléfilm de science-fiction sera suivi d'un débat sur le thème: « Les orphelins de l'univers ». Y a-t-il d'autres vies dans d'autres systèmes solaires? Peut-il en exister?

FR3 20 h 35. Film. *Le point de non-retour* de John Boorman avec Lee Marvin.

Un gangster cherche à retrouver son comparse qui, après un hold up, s'est enfui avec le butin après l'avoir laissé pour mort.



Mardi 25 septembre

TF1 20 h 35. *L'équipe Cousteau en Amazonie*.

Troisième partie. *Message d'un monde perdu*. Emission consacrée au trafic des animaux vivants et des peaux, trafics interdits mais qui rapportent gros.

A2 20 h 40. Film. *Les aventures du capitaine Wyatt* avec Gary Cooper. Un classique du western des années 1950.



Les Aventures du capitaine Wyatt

TF1 21 h 30. *Saga*.

Une émission consacrée à la vulgarisation scientifique.

Mercredi 26 septembre

A2 20 h 35. *Josephe ou le bruit des mots*. *Téléfilm*. Une ouvrière se révolte et remet en cause la vie qu'elle mène.

TF1 21 h 25. *Le bébé est une personne*.

Troisième et dernière émission de cette série. Cette semaine « Ces bébés qui nous échappent » ou comment passe-t-on de la petite enfance à l'enfance?



Zéro de conduite

A2 22 h 10. *Moeurs en direct*: les bons, la crise et les perdants. Une émission consacrée à quelques capitaines d'industrie qui font leur beurre grâce à la crise. Cela donnera peut-être une idée des méthodes des trusts, qui s'en tirent tout aussi bien que les Bernard Tapie, mais à une tout autre échelle.

Jeudi 27 septembre

TF1 20 h 35. *La terre et le moulin*.

Troisième et dernière partie de ce téléfilm. Un roman d'amour à la campagne.

FR3 20 h 35. Film. *La cité des femmes* de Fellini. Un film un peu déroutant où Fellini s'interroge sur la libération de la femme à notre époque. Quant au spectateur, il s'interroge sur la libération de Fellini à l'égard des femmes.

TF1 21 h 30. *La liberté de la presse*. Pourquoi est-elle importante? Est-elle condamnée en France?

A2 21 h 40. *Andrei Sakharov, Helena Bonner*.

Reportage tourné à Gorki où Sakharov et sa femme vivent en exil, suivi d'un débat.

Vendredi 28 septembre

FR3 20 h 35. *Médecines parallèles: les charlatans ou pré-curseurs*.

Enquête sur les médecines parallèles ou différentes auxquelles 50 % des personnes gravement atteintes font appel.

A2 22 h 55. Film. *Zéro de conduite* de Jean Vigo. Une petite comédie, interdite par la censure en 1933 à cause de sa trop grande charge contre le milieu enseignant et aussi parce qu'on y voyait des collégiens en révolte brandissant le drapeau noir.

« Au-dessous du volcan »

de John Huston

L'action du film se déroule en une journée, mais quelle journée ! Le 1^{er} novembre 1938, c'est la fête des morts à Cuernavaca, petite ville mexicaine située au pied du volcan Popocatepetl. Le consul, un ancien diplomate anglais, y traîne son grand corps douloureux, rongé par l'alcoolisme et l'absence d'Yvonne qui dure depuis un an.

Et voilà qu'elle réapparaît, Yvonne, à l'aube de ce 1^{er} novembre, pour retrouver l'homme qu'elle aime. Mais loin de se rejoindre, ils vont se perdre au terme de cette journée suffocante, implacablement entraînés vers la mort par une sorte d'enchaînement absurde.

Happé dans ce tourbillon infernal, on se raccroche parfois à quelques repères historiques, on entend parler de l'Espagne républicaine, de la comédie de Munich, des bandes d'extrême-droite mexicaines financées par les nazis. Mais le Mexique du film est un Mexique mythique où les gens, les lieux et les choses

ne font que jalonner la descente en enfer du consul.

Un beau film un peu déroutant.

Viviane LAFFONT



COMMUNIQUÉ

Charles Bruno chante au Sam-pieru Corsu, 12, rue de l'Amiral Roussin à Paris, métro : Cambronne.

Les mercredis, jeudis et vendredis à 21 h 30, en septembre et octobre. Prix : café et spectacle, 15 F.



« Les nuits de la pleine lune »

d'Eric Rohmer

Dans le cycle « comédies et proverbes », Eric Rohmer a mis en scène après *Le beau mariage* et *Pauline à la plage* un nouveau proverbe dans les *Les nuits de la pleine lune*.

L'histoire est plutôt simple : Louise vit avec Rémi qu'elle aime et qui l'adore. Un jour, elle décide de prendre un peu d'indépendance et d'avoir un deuxième appartement où, là, elle ne vivra pas avec Rémi. Mais les choses ne se passent pas comme elle l'avait prévu... les rapports entre des gens, les sentiments de chacun — qui évoluent et pas forcément comme les autres peuvent le prévoir — c'est

tout cela qu'Eric Rohmer met en scène.

« Qui a deux femmes perd son âme, qui a deux maisons perd sa raison » est le faux proverbe champenois... inventé par Eric Rohmer pour servir d'exemple à ce marivaudage mis à la mode d'aujourd'hui.

L'héroïne du film n'ira toutefois pas jusqu'à en perdre la raison !

En tout cas, on passe un bon moment. On rit souvent, les sentiments des personnages et les situations sont quelquefois tellement étiés et ridicules... mais aussi tellement vrais !

Marielle LEMONNIER

« Besoin d'amour »

de Jerry Schatzberg

Celui qui a Besoin d'amour — titre du dernier film de Jerry Schatzberg, nettement inspiré de *L'incompris* de Luigi Comencini sorti en France il y a six ans — est un jeune garçon d'une douzaine d'années, Andrew, qui vient d'apprendre la mort de sa mère et qui, sans doute trop secret pour montrer à quel point celle-ci lui manque, passe auprès de son père pour insensible.

Et nous voilà en plein mélodrame. Un mélodrame où l'argent — le père est un riche homme d'affaires américain vivant en Afrique du nord — ne suffit décidément pas à faire le bonheur... même si cela ôte quelques soucis.

Les malentendus entre le père, tout à son drame personnel, et le fils aîné sont sans doute d'une grande banalité. Classique tout cela et sans surprise. Mais c'est si bien joué — les deux enfants du film sont étonnants — qu'on renifle beaucoup dans les salles obscures !

Anne GARBE

Sélection cinéma

FILMS RECENTS...

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.

de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). UGC Opéra 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Hollywood 9^e. Paris Ciné 10^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Mistral 14^e. Montparnos 14^e. Convention 15^e. Sept Parnassiens 15^e. Paramount Maillot 17^e. Images 18^e.

L'ETOFFE DES HÉROS.

de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures.

Biarritz 8^e (vo).

UNDER FIRE.

de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, quelques aspects de la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza.

Olympic Luxembourg 6^e (vo). Ermitage 8^e.

FESTIVAL YILMAZ GUNAY

En alternance, *Yol*, *Le mur* et *Le troupeau*, du cinéaste turc mort récemment.

14 Juillet Racine 6^e (vo).

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Publicis Matignon 8^e.

LA TRICHE

de Yannick Bellon

La liaison d'un commissaire de police et d'un musicien homosexuel. Avec Michel Galabru, Victor Lanoux et Xavier Deluc.

Impérial 2^e. Marignan 8^e. Montparnasse Pathé 14^e.

YENTL.

de Barbra Streisand.

Les révoltes d'une jeune fille dans une famille juive polonaise du début du siècle.

Marbeuf 8^e (vo).



... ET MOINS RECENTS

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE.

de Steven Spielberg.

De l'aventure, de l'humour, du danger et bien sûr de l'amour.

Capri 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Georges V 8^e (vo). Sept Parnassiens 14^e.

LE BAL.

d'Ettore Scola.

De 1936 à aujourd'hui, l'histoire vue dans les bals. Ettore Scola a filmé le spectacle du Campagnol.

Studio de la Harpe 5^e.

LES BLUES BROTHERS.

de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

L'Épée de Bois 5^e (vo). Studio Alpha 5^e (vo).

UNE ÉTOILE EST NÉE.

La façon dont le show-business sélectionne une star. Hollywood vu par Hollywood avec Judy Garland.

Elysées Lincoln 8^e (vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE.

de J. Ford.

D'après le roman de Steinbeck.

Exploitation et révolte des ouvriers agricoles dans l'Amérique des années 1930.

Champo 5^e (vo).

METROPOLIS

de Fritz Lang

Un film de 1926, sonorisé par Giorgio Moroder. Une dénonciation de l'exploitation capitaliste et un appel à la collaboration de classes.

Forum Arc-en-ciel 1^{er}. Saint-Germain Huchette 5^e. Bretagne 6^e. Elysées Lincoln 8^e.

HOLD-UP A LA MILANAISE

de Nanny Loy

Un gang de minables (l'équipe du Pigeon) dans une comédie italienne.

Logos 5^e (vo).

TOOTSIE.

de Sydney Pollack.

Pour trouver du travail, un comédien se fait passer pour une femme.

Opéra Night 2^e.

L'HOMME AU COMPLET BLANC

d'Alexander Mackendrick

Un classique de l'humour



britannique, avec Alec Guinness.

Action Ecoles 5^e (vo).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP.

d'Alfred Hitchcock.

En réalité, il ne savait rien, mais les apparences étaient contre lui.

Saint-Michel 5^e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud.

George V 8^e (vo). Lumière 9^e.

DON GIOVANNI.

de J. Losey.

Film d'opéra d'après l'œuvre de Mozart.

UGC Opéra 2^e (vo). Cluny Palace 5^e (vo). Colisée 8^e (vo).

Les travailleurs veulent se faire entendre

Les travailleurs du Creusot, dont l'entreprise a été mise en règlement judiciaire en juin, n'ont cessé de faire des grèves, des manifestations tous les trois ou quatre jours. La plus importante manifestation a eu lieu le jeudi 6 septembre. Entre 8 000 et 10 000 personnes (selon la presse) ont attendu tout l'après-midi devant la direction de Creusot-Loire, à l'intérieur de laquelle se tenait une réunion de négociations entre syndicats, représentants du gouvernement et représentants des repreneurs éventuels de l'entreprise, dont Five Lille Cail. Les travailleurs de Creusot-Loire avaient été rejoints par ceux de Chalon et par de nombreux travailleurs de petites entreprises de la région, des commerçants, des artisans.

Résultat : les représentants de Five Cail ont annoncé le lendemain qu'ils n'étaient plus intéressés pour reprendre une entreprise dont les cadres et l'ensemble du personnel lui étaient hostiles.

Le retrait de Five Cail a été représenté comme une victoire liée à la mobilisation. C'est en effet ce que souhaitait tout l'encadrement, groupé comme un seul homme derrière le directeur du Creusot, Monsieur Charnet et qui avait pris l'initiative de la lutte contre le « plan Five Cail » (plan qui prévoyait le licenciement de 2 500 salariés au Creusot), et qui opposait un autre plan dont l'essentiel consistait à conserver l'encadrement.

C'est aussi ce que souhaitaient les organisations syndicales qui reprennent le plan avancé par les cadres.

Depuis, différents plans pour « sauver Creusot-Loire », ont été proposés soit par des directeurs de l'usine, des représentants des cadres, soit par la CGT, la CFDT et la CGC regroupées en intersyndicale, qui s'adressent aux « pouvoirs publics » en leur demandant « d'inter-

venir auprès des entreprises nationales ayant des métiers communs pour qu'elles participent à la reprise de Creusot-Loire. De s'engager à rechercher une solution d'ensemble maintenant les activités de Creusot-Loire, et qu'un véritable plan industriel soit discuté avec les organisations syndicales ».

En fait, l'intersyndicale se fait balloter de gauche à droite entre la direction, les chefs et le gouvernement. Et les travailleurs de Creusot-Loire ne savent plus vers quoi se diriger. Car le seul plan possible pour les travailleurs serait d'obliger le trust à prendre sur les profits de ses autres sociétés et les gros actionnaires, Schneider, Empain, de Wendel, à trouver des solutions en prenant sur leur fortune personnelle.

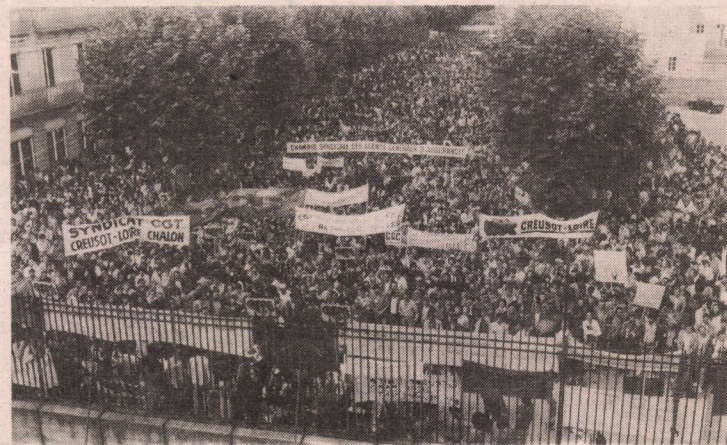
Après la manifestation du jeudi 6 septembre, l'intersyndicale de Creusot-Loire a proposé de poursuivre des actions spectaculaires pour se faire entendre « des pouvoirs publics ». Ainsi, le jeudi 13 septembre, un rassemblement, d'environ deux mille personnes avait lieu devant le marteau-pilon. L'intersyndicale annonçait que les négociations à Paris n'avaient eu aucun résultat, et les travailleurs étaient à la fois déçus et en colère. La proposition de bloquer un carrefour routier n'a soulevé aucun enthousiasme et personne ou presque n'a suivi les délégués. Tout le monde est resté sur la place à discuter par petits groupes. Ce n'est que l'après-midi, que les délégués syndicaux, en parcourant la ville, avec des voitures sono, ont pu regrouper 1 500 personnes environ pour aller de nouveau bloquer la gare TGV de Montchanin.

Parmi ces 1 500 personnes (sur 6 000 que compte l'usine) on comptait beaucoup de militants et syndiqués à la CGT, à la CFDT, à la CGC, ainsi que des chefs et des cadres. L'occupation s'est terminée vers 22 h, avec des discussions assez vives

entre des syndicalistes et des ouvriers qui voulaient poursuivre l'occupation pendant la nuit.

Après avoir organisé des réunions dans les ateliers le vendredi pour discuter de la suite du mouvement, le mardi 18 septembre, les syndicats ont proposé une journée d'action « mystère ». Un rassemblement était prévu à 7 h 30 devant le pilon, chacun devant prévoir son repas de midi...

3 000 personnes environ étaient présentes le matin. Les organisations syndicales ont proposé de bloquer la circulation routière et ferroviaire en 3 points : à la gare SNCF de Chagny, au péage de l'autoroute Chalon-Sud et sur la nationale 6. A partir de 10 h, à Chagny, environ 400 personnes sont entrées dans la gare et y sont restées toute la journée. A Chalon, environ 1 500 personnes se sont installées sur les voies de l'autoroute, bloquant systématiquement camions et voitures jusqu'à 17 h le soir. Les discussions s'engageaient entre les travailleurs et les usagers. Certains routiers approuvaient l'action, d'autres s'impatientsaient. Les barages s'ouvraient cependant pour les ambulances, les personnes malades. Les grévistes eux-mêmes ont déboulonné les barrières de sécurité de l'autoroute pour permettre aux véhicules de se dégager plus facilement. Seulement, alors que tout le monde était un peu euphorique le matin, content enfin de faire une action qui ferait parler d'eux, la tension est montée autour de 16 h. D'une part beaucoup étaient déçus que



Près de 6 000 personnes à la manifestation du 7 septembre au Creusot.

(AFP)

les bulletins d'information à la radio ne parlent pas de leur action, et que le télex envoyé par les syndicats au préfet reste sans réponse. D'autre part, l'attente des usagers et leur mécontentement posaient de plus en plus de problèmes aux grévistes. Et le responsable syndical proposa alors d'arrêter le blocage. Approuvé par la majorité, il fut conspué cependant par une minorité qui refusait d'arrêter l'action. C'est alors qu'un routier a foncé sur la foule, ne s'arrêtant qu'à quelques dizaines de centimètres, provoquant une petite panique. Cet incident a convaincu l'ensemble qu'il valait mieux arrêter le blocage pour éviter tout affrontement. Le délégué syndical présent a repris la parole en disant : « La pression d'aujourd'hui n'a pas suffi. Si nous attendons le préfet, nous serons encore là demain. Or, je me refuse à laisser ces gens, et en particulier des personnes du troisième âge, dehors. Puisque le préfet refuse de se déplacer, nous irons nous-mêmes à la sous-

prefecture pour demander des comptes ».

Environ 500 personnes se sont retrouvées à la sous-prefecture une demi-heure plus tard.

Ce fut alors l'attente jusqu'à 19 h 30. Les délégués sont ressortis de la préfecture pour lire aux grévistes un télex du ministère de l'Industrie annonçant que Framatome et Usinor vont prochainement faire des propositions sur des recherches industrielles concernant Creusot-Loire à partir du 19 septembre, et qu'une entrevue aurait lieu à Paris le 21 septembre entre les organisations syndicales et M. Gallois.

Cette annonce a été loin de satisfaire les travailleurs qui hurlaient qu'ils venaient de faire 8 heures de grève pour rien, qu'ils n'étaient pas plus avancés que le matin. Certains proposaient de continuer les actions.

Tout le monde est reparti vers 20 heures, à la fois content d'avoir essayé de se faire entendre et d'avoir été très nombreux, et à la fois déçu de ne rien avoir obtenu.

Correspondant LO

Tiens, les cadres !

Dans les différents mouvements et manifestations de Creusot-Loire, tant au Creusot qu'à Saint-Chamond, les travailleurs ont pu remarquer la présence de cadres et mêmes de hauts cadres qui n'hésitaient pas à descendre dans la rue.

Quelle grâce les a donc touchés, eux qui, d'ordinaire, sont plutôt enclins à justifier la politique des bas salaires, des compressions de personnel et à montrer leur « esprit maison » ? Mais depuis le départ de Pineau-Valenciennes et la perspective de reprise par Five Cail Babcock, ils se sentent d'humeur revendicative et... ont peur de perdre leur place au soleil.

Les travailleurs n'iront pas se plaindre de les voir manifester à côté d'eux, mais il ne faudrait pas se mettre à les suivre !

Correspondant L.O.

LES SYNDICATS A CREUSOT-LOIRE

Division et régionalisme

Dans les événements actuels qui secouent Creusot-Loire, c'est surtout le site du Creusot qui occupe le devant de la scène.

Dans les organisations syndicales, des réticences, parfois accompagnées de sombres manœuvres, se sont fait jour. Certains militants du Creusot ne tenaient pas à ce que des militants d'ailleurs assistent aux réunions, à tel point qu'à la réunion du Creusot du 6 septembre, réunion qui concernait tout le groupe, les unités et filiales hors Creusot n'étaient presque pas représentées. Et quand des militants, dont certains avaient fait le voyage mais durent rester à la porte de la

salle de réunion, firent remarquer que l'union sacrée derrière les directeurs ne pouvait mener très loin, ils se virent répondre : « Vous ne pouvez pas comprendre, vous n'êtes pas du Creusot ».

L'idée que l'usine du Creusot est quelque chose de particulier dans le groupe n'est pas nouvelle d'une part, et les syndicats ne vont pas contre cet état d'esprit. Ils n'ont pas eu la volonté de réunir dans un mouvement d'ensemble tous les travailleurs de Creusot-Loire et des usines sous-traitantes dans toute la France.

Et aujourd'hui, les politiciens locaux et les hauts

cadres pro-Schneider du Creusot essaient de cultiver un esprit régional qui pousse les travailleurs à ne pas se concerter avec les travailleurs des autres usines.

Les syndicats du Creusot, en choisissant le cadre régionaliste, dans une espèce d'union sacrée autour des cadres pro-Schneider, et les instances nationales de ces syndicats en refusant de donner aux travailleurs de Creusot-Loire la perspective d'un mouvement d'ensemble, ne renforcent pas la position des travailleurs face aux mauvais coups des patrons et du gouvernement.

Correspondant LO